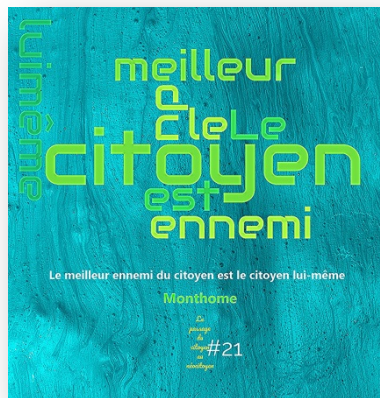


Collection Démocratie & Sociétal

Monthome

L'Esprit du Societhon



Hastag #21

Le passage du citoyen au néocitoyen

Texte intégral pour lecture gratuite, usage privé et familial

M3 Editions Numériques

www.bookiner.com

Version numérique ISBN : 9791023702248

Sommaire

- . **Introduction**
- . **Entre rôles et objectifs affectés au citoyen**
- . **Les limites de l'Offre citoyenne**
- . **« Renewal » ou comment faire évoluer la condition citoyenne**
- . **Le citoyen nominal**
- . **7 types de citoyens**
- . **Les différences de temporalité**
- . **Dynamisme ou non-dynamisme du citoyen**
- . **Le citoyen doit se réveiller**
- . **L'inégalité citoyenne est le prolongement des inégalités humaines**
- . **La citoyenneté vue par les systèmes dominants**
- . **Comment tenter d'unifier la citoyenneté ?**
- . **Les 5 rôles du citoyen moderne**
- . **L'hétérogénéité des citoyens et citoyennes**
- . **Le citoyen, meilleur ennemi du système et de lui-même**
- . **Être ou ne pas être dans la norme**
- . **Le rapport existentiel à la normalité**
- . **Raison et virtualité dans le rapport à la citoyenneté**
- . **Pour une néocitoyenneté**
- . **Exemples opposant citoyenneté classique et néocitoyenneté**

Résumé

Cet **Hastag** aborde les enjeux de la citoyenneté moderne et le rôle du citoyen par rapport à lui-même, la collectivité, l'État, la nation. Dans toutes les sociétés modernes, la vie sociale part du citoyen et revient à l'humain, un véritable paradoxe produisant de nombreux effets induits dans la mentalité, le comportement, l'activité cognitive, la relation aux autres. En fait, la manière dont est pratiquée la citoyenneté explique la plupart des maux, des insatisfactions, des crises en société. C'est la raison pour laquelle il est urgent d'envisager une néocitoyenneté moins soumise, moins passive, moins dépendante des systèmes en place, c'est-à-dire plus adulte, plus affirmée, plus positive, plus constructive !

Le Societhon est une matrice culturelle évolutionnaire à vocation universelle adaptée aux grands enjeux sociétaux du III^e millénaire. En tant que nouvelle culture mère appliquée à la dimension sociétale moderne, elle se place au-dessus des idéologies et des régimes politiques, au-dessus des religions, au-delà des philosophies et des sciences, en les unifiant sur l'essentiel. Comprendre et adopter l'Esprit du Societhon, c'est prendre véritablement conscience de la réalité et de la finalité des conditions humaine, citoyenne et collective dans le monde actuel. C'est aussi devenir un citoyen ou un futur citoyen adulte, discerné, motivé, capable d'appliquer par lui-même et avec les autres les fondements, les solutions et les valeurs évolutionnaires de la Nouvelle Pensée Moderne (NPM) - Voir Hastags [#0](#) et [#1](#). Tous les Hastags du livre « L'Esprit du Societhon » sont garantis originaux, authentiques, sans utilisation de l'IA ni d'une quelconque adaptation, reprise ou copie de textes existants.

Monthome est un auteur indépendant, un citoyen français libre penseur, dont la principale vocation contributive est d'être un passeur de conscience dans la complexité du monde, un alerteur de sens face aux erreurs de gouvernance, un transmetteur de savoir, un producteur de contenus, un ouvrier de pistes et de solutions, afin de rendre possible un avenir évolutionnaire pour tous. Voir Hastag [#Monthome](#)

Le citoyen est un avatar matricé et formaté de l'humanité spontanée et innée animant normalement chaque homme et femme moderne. Dans tout système étatique de nature démocratique, républicaine, monarchique, fasciste, autocratique, religieuse ou autre, la citoyenneté correspond à un modèle attitudinaire et comportemental standardisé, voire stéréotypé, placé sous l'égide de règles systémiques plus ou moins strictes. Le citoyen est une projection sociabilisée, socialisée, docilisée de l'humain, tel qu'il doit être ou devrait être dans une organisation étatique et systémique de tutelle. Il s'agit de transformer le caractère brut, différencié, naturel des hommes, à partir de moules sociaux et de modelages sociétaux différents, mais complémentaires entre eux. L'objectif consiste à la fois de sortir l'homme et la femme de la primitivité, de l'animalité, de la barbarie, en contrepartie du domptage et façonnage de son esprit, de son instinct, de son énergie à partir de multiples référentiels sociétaux. Si le citoyen représente principalement la relation de l'homme au social dans les domaines collectifs et publics, il n'en demeure pas moins que les effets induits transforment et impactent sa nature profonde et les traits de sa personnalité. La transformation du citoyen s'effectue d'abord sous l'angle social et sociétal par le biais des lois, de la culture, de la morale, de conventions sociales, de l'éducation nationale, de l'académisme, de la vie en collectivité. Elle se complète et s'installe ensuite dans les usages et les pratiques de consommation, de modes, d'habitus, sur la base de cibles CSP et par le biais d'offres de services, de produits, de prestations relevant d'activités marchandes et non marchandes, de rapports économiques, financiers et professionnels. La transformation prend un tournant majeur et s'enracine définitivement par la nécessité de travail, d'employabilité, de rôle social, de titre, de statut, en acceptant parallèlement un prix à payer sous forme de contribuable fiscal, d'administré, d'allocataire, d'ayant-droit.

Entre rôles et objectifs affectés au citoyen

Sur le fond, la réalité du citoyen repose majoritairement sur des notions binarisées de droit et de devoir, de liberté et d'interdit, de libre expression et de censure, de possible et de non autorisé. Il en résulte des allers-retours incessants entre l'humain naturel (tempérament, inné, besoins différenciés...) et le citoyen systémisé (acquis culturel, matricage mental, formatage social et professionnel). On peut ainsi considérer que la citoyenneté au sein des peuples relève de quatre principaux objectifs ayant tous la même finalité, à savoir l'uniformisation, aux yeux de l'État dirigeant et des systèmes exerçant un pouvoir dominant.

Les 4 objectifs étatiques de la citoyenneté

1. Cloner le comportement des individus en haussant leur niveau social dans des moules culturels, éducatifs, professionnels, sociaux, économiques, civiques, sanitaires, sécuritaires, afin de les rendre conformes aux attendus et intérêts des systèmes en place. Ce premier objectif consiste à atteindre un état de plus large normalisation, standardisation, homogénéisation collective, en faisant de chaque citoyen **un clone identique** donc indifférencié parmi l'ensemble de ses congénères.

2. Sociabiliser le comportement de l'homme commun dans son rapport à la collectivité afin de faciliter son intégration et la transversalité de ses échanges avec ses congénères dans une perspective de paix, d'apaisement, d'acceptation de l'ordre imposé. Ce second objectif est de traiter le citoyen **en mouton**

productif, sage et obéissant, dans une optique d'efficacité collective fortement encadrée.

3. Servir utilement les intérêts de la Cité et de ses institutions dans l'ensemble de l'Offre sociétale en faisant du citoyen une source sans fin de moyens productifs, de ressources permanentes, d'énergie constructive, de contributions utiles, permettant d'assurer la survie collective, étatique, institutionnelle, dans une dynamique pérenne. Ce troisième objectif fait en sorte que chaque citoyen se comporte **en servant(e)** assidu de son système d'appartenance.

4. Favoriser un effet « Janus » en chaque homme et femme en leur greffant ou implantant mentalement dès le plus jeune âge deux rôles complémentaires : un rôle intime et privé (humain) leur permettant de libérer leurs pulsions et besoins issus du vivant ; un rôle social et public (citoyen) précisément encadré dans l'usage des droits et libertés au sein de pratiques, initiatives et activités jugées utiles pour la survie du système. Ce quatrième objectif permet d'intégrer le verso systémique au recto naturel en faisant de l'humain **un Janus bicéphale**.

Un contrat social pour 5 rôles endossés par le citoyen lambda

La psychologie des foules et la psychopolémologie (manipulation des masses) sont les référentiels fondateurs de la citoyenneté dans la manière de la contrôler : distraction ; modèle d'imitation du héros, de la star ; création de problèmes puis apport de solutions adaptées ; stratégie de la dégradation et du différé ; infantilisation ; culpabilisation ; couple raison/émotion ; non-transparence, désinformation et information contradictoire ; médiocratisation ; temps d'avance dans la connaissance sans la partager ; répétition médiatique en boucle... Il découle de ces méthodes 4 rôles ou costumes civiques endossés consciemment et/ou inconsciemment par le citoyen lambda, quel que soit le modèle ou le régime politique dominant en matière de non-démocratie, de démocratie partielle ou intermédiaire, de dictature, d'autoritarisme, de contractualisation ou de consensualité :

- . **Rôle du clone** : Ressembler à ses congénères par identification, appartenance, mimétisme, adhésion, conformisme...
- . **Rôle du mouton** : Suivre le mouvement général de manière panurgique, grégaire, imitative, conservatrice, uniforme, identique...
- . **Rôle du servent** : Faire précisément ce qu'attend l'autorité, ce que dit ou impose la hiérarchie, le chef, le plus fort, se laisser conduire, dominer...
- . **Rôle du Janus** : Être en double commande au centre de son propre cerveau, avec le sentiment que l'on maîtrise parfaitement son existence selon que l'on obéit aux règles (citoyen) ou que l'on décide par soi-même (humain).

Dans ces 4 cas de figure, le rôle endossé de citoyen se superpose à la vitalité humaine spontanée en s'habituant à agir, penser, s'exprimer, décider, dans un espace libertaire encadré, un terrain de jeu sociétal contrôlé. Même la conscience humaine valide l'impression de s'accomplir pleinement et volontairement dans la plupart des besoins dominants, alors même que cet espace se réduit progressivement. C'est le paradoxe de la citoyenneté que de croire que l'on maîtrise parfaitement son humanité, que l'on dispose à son gré de ses libertés intimes, alors que celles-ci sont de plus en plus contraintes dans un espace de plus en plus réduit. Tous les rôles sont généralement assumés de manière plus ou moins spontanée dans le cadre d'un contrat social sous-jacent entre le citoyen et l'État ou le pouvoir en place. Un contrat social qui implique le renoncement de certains droits naturels et libertés légitimes en échange de lois garantissant la

protection et la sécurité collective. Un contrat social qui se nourrit à la base d'idéaux et de promesses, d'antiennes démagogiques, théoriques, idéalisées, prônant « *un pouvoir du peuple par le peuple et pour le peuple* ». Pourtant dans la réalité de nombreux pays, il ne s'agit souvent que d'un pouvoir du peuple de façade soumis à de fortes influences cognitives reposant à +80% sur des mécanismes culturels, systémiques, politiques, technocratiques, administratifs, économiques, peu ou non contrôlables par le peuple lui-même, malgré un droit au vote trop souvent orienté sous forme d'entonnoir systémisé ou utilisé comme un goulet binarisé, voire monocentré. Rendre ces 4 rôles invisibles à la conscience citoyenne est tout l'art de la politique et de la technocratie en faisant croire, au contraire, que l'homme et la femme moderne sont respectés dans leur intégrité humaine et au centre de la dimension sociétale. Ce qui est faux ! Le citoyen matricé, formaté, moralisé, « civismisé » (au sens civique), systémisé, n'est jamais au centre des préoccupations de tout pouvoir étatique, politisé, hiérarchisé, verticalisé, mais en périphérie. Faire croire au peuple qu'il détient le pouvoir sacré du changement sociétal et de la définition de la feuille de route à suivre pour les contemporains et les générations à venir relève de l'enfumage politico-médiatique, de la duperie d'État, du mensonge collectif. Il existe pourtant un 5^{ème} rôle, le plus citoyen de tous, que la plupart des régimes politiques évitent d'évoquer et étendre au plus grand nombre. C'est celui du **rôle de citoyen adulte**. Un rôle qui s'extrait totalement des 4 rôles précédents en reposant uniquement sur les attributs de la dimension démocratique et citoyenne avancée.

Les 5 articles de la charte du citoyen adulte

Le rôle du citoyen adulte consiste à replacer les droits humains et les libertés naturelles légitimes avant les devoirs imposés et les lois systémisées, en laissant à l'individu correctement éduqué et affirmé le soin de s'autonomiser, de s'autodiscipliner, de s'autoresponsabiliser, dans l'accomplissement positif au quotidien de ses capacités et potentiels via tout un ensemble de valeurs évolutionnaires fortes. Par principe, le rôle de citoyen adulte relève de 5 grands fondements pouvant être intégrés au sein d'une charte citoyenne, voire d'une constitution citoyenne virtuelle ou à venir :

Article 1 : Le citoyen adulte comme celui relevant d'une citoyenneté avancée sont libres d'adhérer ou non, de se conformer ou non, aux préceptes historiques, conservateurs, systémiques du moment. Ils assument ce rôle sans être dans l'obligation d'adhérer ou de se plier à une quelconque idéologie politique, religieuse ou domination hiérarchique, spirituelle, morale ou autre, de nature à dicter un comportement ou imposer une conduite particulière.

Article 2 : Le citoyen adulte et celui relevant d'une citoyenneté avancée s'engagent à agir, penser, s'exprimer, décider dans une grande liberté de conscience animée par une incessante honnêteté intellectuelle, un esprit de responsabilité, un discernement, une modestie et des engagements de solidarité.

Article 3 : Le citoyen adulte et celui relevant d'une citoyenneté avancée sont libres de conduire leur existence de manière autonome, indépendante des normes et règles imposées ou d'un maillage législatif considéré comme liberticide, sous condition permanente de respecter l'ensemble des valeurs évolutionnaires ou alors de se conformer, par défaut, aux lois, règles légales et usages du moment.

Article 4 : Le citoyen adulte et celui relevant d'une citoyenneté avancée disposent d'un droit alternatif, voire de choix multiple, dans la décision, la position, l'opinion adoptée, ainsi que dans la nature des engagements, du passage à l'acte, dans la réponse apportée, dans la solution adoptée, en pouvant refuser toute forme d'unilatéralisme non voulue.

Article 5 : Le citoyen adulte et celui relevant d'une citoyenneté avancée s'engagent à adopter au quotidien, hors certaines circonstances relevant de la légitime défense, une ouverture d'esprit positive, tolérante et constructive, pouvant et/ou devant se coupler à de la fermeté avec ou sans le recours au principe de réciprocité.

Les limites de l'Offre citoyenne

Les hommes libres ne sont pas forcément des citoyens libres, alors que tout citoyen libre est forcément un homme libre. C'est cette confusion éthologique, philosophique, qui fait croire que la citoyenneté moderne est un prolongement de l'humanité à vivre libre et protégé. Pour être un citoyen vraiment libre, il ne suffit pas d'accepter un contrat social obligeant à subir les conditions imposées par l'État et son environnement institutionnel. Il faut soit faire l'effort de vivre à l'écart de toute organisation collective, soit vivre en adulte affirmé et respecté au sein même de toute organisation collective et étatique. Entre la non-citoyenneté et la citoyenneté avancée, l'homme contemporain se pare uniquement d'une citoyenneté à moitié systémisée et à moitié naturelle. Une sorte de compromis existentiel qui oblige à passer d'abord par le moule systémique en se laissant « tatouer » sur le corps et dans l'esprit des permis, de titres, des scores, des diplômes, des expertises, validant que l'on est un sujet apte à vivre en collectivité. De ce point de vue, la citoyenneté est devenue une cousine civile du modèle militaire obligeant à bien suivre les consignes et les enseignements prodigués afin d'affronter au mieux les exigences et les aléas de la vie commune. On s'aperçoit ainsi que plus la vie en société devient compliquée, complexe sous l'angle social, économique, professionnel, sociologique, et autre, et plus la citoyenneté se concentre, se focalise, se centralise, sur des conditions existentielles strictes, prédéterminées, balisées, codifiées. La complexité artificialisée et non essentialisée dans la vie publique et collective (allant dans tous les sens) étroitise constamment la citoyenneté, en proportion directe de l'incapacité à libérer de manière évolutionnaire les potentiels vitaux humains. On observe dans presque toutes les sociétés modernes que la citoyenneté contemporaine tend à resserrer régulièrement l'espace libertaire en ne proposant dans l'Offre citoyenne que devoirs, obligations, difficultés, efforts, pénibilité et dureté de la vie. Toutes les libertés permises (hors besoins vitaux) sont conditionnelles et non inconditionnelles en étant soumises à des règles, des assentiments, des autorisations, des attestations de conformité, des accréditations, avec derrière un contrôle et/ou une surveillance permanente.

Pour obtenir le « Pass » de la citoyenneté, il est nécessaire de se faire tatouer dans les neurones les signes de l'allégeance et de la conformité aux préceptes éducatifs, administratifs, civiques, moraux, professionnels en vigueur. Il ne peut y avoir d'ambition à s'élever de manière légale et conformiste dans la société civile (ascenseur social, méritocratie, distinction...) qu'en s'obligeant à respecter le lien étroit entre le respect de la loi et les valeurs d'une citoyenneté docilisée, obéissante, disciplinée, soumise à l'autorité, voire conservatrice. Cette condition est devenue consubstantielle dans toutes les sociétés humaines organisées faisant que celui ou celle qui évolue de son côté, à la marge, n'est pas considéré(e) comme un(e) bon(ne) citoyen(ne). Il ne peut y avoir de citoyenneté reconnue sans le passage par un moule systémique imposant tout un ensemble d'empreintes officielles telles que :

. L'acceptabilité par la contrainte, la suggestion, la menace, des règles, lois,

- mesures, arrêtés, devoirs, obligations de faire, payer, participer...
- . Des référentiels culturels officiels, des méthodes pédagogiques formalistes, des filtres sélectifs d'accès aux diplômes et métiers...
- . Un système académique de notation, d'évaluation normalisée, de performance acceptable, de scoring social...
- . L'allocation directive de permis de faire, de droits d'agir, de titres sociaux, de statuts professionnels...
- . Des normes comportementales orientées, des codes précis à suivre, des périodes de probation avec mise à l'épreuve...
- . Des règles de gestion, de comptabilité, d'usages et pratiques systématisés
- . Des codes de bonne conduite à suivre au risque de sanction, punition, amende, contravention, astreinte...
- . L'omniprésence institutionnalisée du contrôle, de la surveillance, de la vérification, du flicage, de la traque routière ou autre...
- . La multiplicité des prélèvements fiscaux, des taxations sur presque tous les produits, services et prestations de la vie quotidienne
- . L'imposition obligatoire, contrainte, imposée, non volontaire, des revenus, du patrimoine, des biens, du bénéfice, des plus-values...
- . Les cotisations et les prélèvements cumulatifs sur les activités humaines, les initiatives entrepreneuriales, la valeur ajoutée produite...
- . Les droits à payer sur les opérations douanières, immobilières, foncières, d'importation, de succession, d'acquisition, de documents administratifs...
- . La régulation plus ou moins rigide des conditions d'emploi, de travail, de production, de fabrication, d'exploitation...
- . Le recours unilatéral au principe de précaution, aux mesures prudentielles, sécuritaires...
- . Le règlement subi de dépenses contraintes de plus en plus lourdes, de prix de plus en plus élevés, de prestations en provenance des services publics et grands groupes offrant un rapport qualité/prix contestable...

Au final, le citoyen devient une véritable vache à lait qui, en plus, doit endosser les différents costumes de contribuable, d'administré, de parent, de votant, d'actif, de retraité, de justiciable, de résident, de citoyen, de touriste, de propriétaire, de locataire, de client, de consommateur, d'utilisateur, d'usager... Autant de costumes obligeant, à chaque fois, le citoyen lambda à se comporter selon des normes précises, ciblées, adaptées et/ou dans les clous du politiquement correct et/ou dans un cadre d'admissibilité collective.

« Renewal » ou comment faire évoluer la condition citoyenne

La normalisation et l'uniformisation sont inséparables de la citoyenneté systémisée, technocratisée, administrée, dès lors que l'objectif principal consiste à homogénéiser chez l'être humain ce qui est parfaitement hétérogène à la base au niveau du corps, de l'inné et de l'esprit. S'il est incontestable que la citoyenneté commune dans les démocraties modernes offre des avantages matériels et psychologiques incontestables, celle-ci peut toujours être améliorée, voire contournée par d'autres moyens, dès lors que cette réalité vécue au quotidien est jugée imparfaite ou inadaptée. Dans chaque nation du monde, il est tout à fait possible de se passer des services systémisés de l'État et/ou d'exiger que ceux-ci améliorent leurs performances relationnelles et applicatives en faveur du citoyen lambda. Il est nécessaire pour cela d'intégrer de nouvelles améliorations fonctionnelles, des changements dans l'application, des toilettages juridiques, des

nettoyages stratégiques, ainsi que la capacité pour chaque citoyen de pouvoir choisir entre des options étatiques, systémiques ou purement citoyennes.

Exemples de renouveau (renewal) dans l'offre citoyenne existante concernant notamment :

1. La conscience morale et les Droits de l'homme garantis par l'État comme base de la condition citoyenne nationale (libertés, fraternité, propriété, sûreté, protection contre l'oppression, égalité...) doivent être conservés dans l'esprit, mais surtout concrètement positivés, matérialisés, améliorés, en y intégrant en plus de la bienveillance, de l'affection, du respect, de l'empathie, de la différenciation, de la personnalisation... Dans de nombreuses situations humanitaires et civiques, les services de l'État spécialisés sont remplacés par défaut par la communauté d'appartenance, la famille, le groupe, le clan, les partenaires directs (entreprise, association, organisation dédiée, collectif de citoyens...) afin d'apporter toute l'humanité nécessaire. La maturité proactive, positive, expérimentée des citoyens adultes, leur force morale et mentale, doit éviter la manifestation de la plupart des faiblesses psychologiques et psychiques à l'origine de nombreux maux psychosomatiques, voire de certaines maladies virales et autres pathologies. Il s'agit de remplacer les notions de passivité, de suivisme, de facilité, d'accoutumance, de commodité, de victimisation, d'infantilisation..., en revenant à l'échelle de chacun à des attitudes plus spartiates au sens de la responsabilité, de l'autodiscipline, de la dignité, sans être pour autant austère.

2. Les lois, codes, mesures déjà en place dans les textes juridiques et structures judiciaires doivent être utilisés, mais avec de grandes simplifications (toiletage et nettoyage) et surtout de manière optionnelle. Dans nombre de cas, l'administration judiciaire doit être complétée ou mieux encore remplacée par des pairs, des médiateurs de proximité, en intégrant le recours possible au principe de réciprocité et au choix optionnel d'un ordre juridique pour traiter son propre cas (territorial, national, fédératif, universel...). L'apprentissage des devoirs moraux est remplacé par l'apprentissage des droits légaux et légitimes sur la base de l'ensemble des valeurs évolutionnaires fortes avec, pour finalité, des objectifs d'intégration, de valorisation, de motivation, à la place de la discrimination, sélection, moralisation, culpabilisation, sanction. L'une des premières grandes évolutions juridiques passe par l'intégration dans chaque constitution nationale de la notion d'Outrage à citoyen* permettant d'égaliser le rapport citoyen/système au sein de la nation.

** La réalité autrement - 2013 - Éditions Men3*

3. Le droit de vote doit évoluer vers le haut des aspirations citoyennes et non s'enliser dans le bas des stratégies de contrôle des masses et des techniques habituelles du goulet et de l'entonnoir politique. Il doit intégrer *de facto* le refus de vote (vote blanc, % d'abstention) avec pour objectif de prendre en considération la somme totale des positions prises par les citoyens inscrits et pas seulement le nombre des citoyens votants ou votes exprimés (Oui/Non). Le vrai vote citoyen dans une société mature, adulte au sens démocratique, doit pouvoir définir une véritable majorité absolue (et non relative), voire une proportionnalité équitable, quitte à modifier radicalement le contenu présenté dans l'offre politique ou publique, jusqu'à ce qu'une adhésion majoritaire s'impose avec le temps, la pédagogie, la coparticipation de tous. La durée des mandats doit éviter la temporalité Kleenex des élus, voire en les remplaçant par des programmiques citoyennes offensives sur le moyen et long terme.

4. L'instruction, l'enseignement, la pédagogie propre à l'Éducation nationale et à l'enseignement supérieur académisé doivent être contournés supplémentés ou complémentés par le meilleur et l'utile disponibles dans tous les pays du

monde. L'éducation, la connaissance, la formation pratique, doivent pouvoir être dispensées par des enseignements spécifiques à haute valeur pédagogique participative et applicative, par des écoles privées et parentales, par des moyens didactiques et technologiques adaptés, par des apprentissages terrain apportant une dimension expérientielle forte, par de l'autodidactisme éclairé... Il s'agit également de bannir tout ce qui sélectionne, classe, catégorise, supérriorise ou inférriorise les individus entre eux, notamment par les notations, les diplômes, le scoring, les dossiers et examens discriminants, en privilégiant à la place la valorisation des talents, les agilités manuelles et intellectuelles, les initiatives et réalisations concrètes, les potentiels cachés...

5. Les services publics spécialisés dans les démarches administratives à tous les échelons du national, de la territoriale, du local, doivent être audités pour la plupart pour être ensuite épurés, animés et professionnalisés par des turnovers d'actifs provenant de la société civile et pas seulement par des fonctionnaires titularisés à vie. L'efficience dans le travail (le contraire de la bureaucratie et de la paperasserie), la qualité du relationnel avec les citoyens (disponibilité, proactivité, écoute, conseil et suivi personnalisé...), doivent devenir un enjeu majeur. Les services publics doivent être au même niveau d'efficacité que les meilleures entreprises du privé, en apportant des services hautement personnalisés, en facilitant les démarches de chaque citoyen et non en les compliquant ou en les « procéduralisant » à souhait. Trois grands axes doivent être privilégiés : la simplification et la facilitation maximale des démarches ; la qualité relationnelle et bienveillante des rapports humains ; le recours à des technologies de plus en plus intelligentes (et non à des systèmes impersonnels d'automatisation) pour apporter des réponses et des solutions rapides, efficaces, gratuites, personnalisées.

6. La réduction importante des prélèvements fiscaux en ne dépassant pas globalement 10% à 15% des revenus du ménage (impôts, TVA, cotisations et autres prélèvements inclus) et/ou en remboursant, d'une manière ou d'une autre, les excédents prélevés. Dans de nombreuses configurations collectives, l'énergie mobilisée par le citoyen bénévole, volontaire, remercié à partir d'une multitude de contreparties non monétaires, en nature, doit remplacer autant que faire se peut l'argent public dépensé. Les systèmes d'indemnisation, d'allocation, pension, assistance..., supposent une volonté d'émancipation de l'État providence à titre personnel (faire le maximum avec ses propres moyens, ne plus vouloir être assisté, plaint, victimisé), ainsi que par le biais d'une solidarité collective immédiate en matière d'accidents de la vie, de santé, de retraite des seniors. La solidarité publique est remplacée par l'entraide civile sous forme d'enveloppes communautaires, de capitalisation assurantielle, de capitaux privés, de fonds collectifs, de dons, de contributions solidaires volontaires..., le tout dans le cadre de dispositifs de répartition gérés selon les enjeux à chaque échelon local, territorial, national ou fédératif.

7. La tutelle économique via les systèmes monétaires, bancaires et financiers nationaux et internationaux aux mains des puissances d'argent et des grandes fortunes, doit être largement atténuée et relativisée en limitant fortement les effets de l'argent-roi sur l'individu et la société en général. La rémunération du travailleur, la rétribution de la production, les honoraires de la création, les salaires de l'entreprise, les dividendes de la spéculation... doivent d'abord évoluer vers des niveaux, des seuils, des planchers raisonnables. Il s'agit ensuite de déplacer la confiance du citoyen sur d'autres types d'étalons monétaires relevant d'une panoplie de moyens alternatifs (monnaie virtuelle, monnaie sociale, monnaie locale, monnaie énergétique, troc, échange Win-Win...). Enfin, les fantasmes inhérents à l'ambition de richesse comme ceux relevant de l'élitisme social, statutaire et/ou du Monopoly d'acquisition et patrimoine à transmettre, doivent

être évacués de l'ambition humaine et citoyenne moderne. La seule bonne et viable orientation sociétale avancée doit miser sur la qualité de vie (non insatisfaction chronique de certains besoins humains), le bien-être (non mal-être psychologique ou mental), les conditions de la sérénité (non stress au quotidien), le bonheur simple et constant (non difficultés inutiles dans le parcours de vie).

8. La construction et l'entretien d'infrastructures publiques existantes et à venir doivent être financés par les autorités locales, par des contrats privés, du sponsoring, du mécénat, des participations bénévoles individuelles ou associatives..., moyennant des droits d'usage spécifiques, des titres de propriété limités dans le temps, des prix bas, des compensations fiscales et comptables avantageuses.

9. Les moyens militaires comme les dispositifs sécuritaires doivent sortir des équipements, des méthodes, des matériels obsolètes du XX^e siècle, en se concentrant uniquement sur la défense (et non l'attaque) à partir de systèmes intelligents hautement technologisés capables de traiter de manière ciblée tout endroit dans le monde, toute tête pensante chez l'agresseur objectif, tout acteur violent, sadique, pervers, tout ennemi clairement fanatisé, tout fauteur manifeste de troubles, toute délinquance récidiviste. C'est en éradiquant la personnalisation source ou amont de la violence (et non celle répondant à une attaque ou à de la légitime défense) que l'on évite le développement d'un conflit ultérieur plus grave, à condition que la manifestation première de la violence soit parfaitement objectivée, volontarisée et menée dans un objectif délibéré de nuisance. La vocation du militaire comme celle de l'agent sécuritaire moderne est d'être bien formé dans son domaine, avoir le bon esprit du guerrier en respectant l'ensemble des valeurs évolutionnaires, être un exemple appliqué de citoyen adulte et discerné mettant son art et sa pratique au service de la collectivité et du citoyen lambda. Il ne s'agit plus-là d'agir en fonction d'ordres contestables provenant de la hiérarchie, d'être un bras armé inconditionnel usant de la force répressive, d'être un ras du képi distillant la peur du gendarme, mais d'aider, protéger, soutenir intelligemment et de manière discernée tout citoyen lambda en faisant la demande, l'informer utilement, lui rendre service sans contrepartie, voire au risque de sa propre vie.

10. Le système de santé publique et de premier secours nécessaire à la vie collective doit sortir de la tutelle des gestionnaires surdiplômés, des technocrates et autres experts déconnectés de la réalité terrain, tant que ceux-ci ne recherchent que l'efficacité budgétaire et/ou mènent une politique du résultat à court terme. Les hommes et femmes de l'art en activité ou de manière bénévole, provenant de différents corps de métier, doivent coparticiper aux décisions et au management des outils sanitaires, hospitaliers, cliniques, médicaux, d'urgence, en mettant toujours en avant la priorité accordée à la qualité des soins, à l'accueil bienveillant, à la défense de l'intégrité corporelle et psychique du patient.

11. La communication et le marketing médiatique, politique et technocratique à la « gloire de mon père » (président, gouvernement, parti au pouvoir, direction quelconque...) doivent cesser d'influencer et d'orienter l'opinion publique, les votes, les décisions et choix des citoyens. La transparence dans l'information donnée doit prédominer sur tous les artifices de propagande, de désinformation, de manipulation des masses, de téléguidage des opinions par les fake news, les statistiques manœuvrières, les sondages, les études techniques, les discours lénifiants, rassurants ou dramatisants... La considération du citoyen passe par le respect de son intégrité intellectuelle en lui laissant le soin de filtrer par lui-même le bon grain de l'ivraie, tout en évitant de le saturer médiatiquement et/ou créer dans son inconscient une empreinte cognitive forte déformant la représentation de la réalité. La meilleure façon de respecter le citoyen est de

nourrir son esprit par de l'information juste, utile, honnête, claire, précise, transparente, complète. Au-delà du fait d'être très sélectif dans les sources d'information, des filtres anti-manipulation, anti-fake news, anti dérive informationnelle, doivent pouvoir montrer du doigt tous ceux et celles qui de manière délibérée et récidiviste mentent, désinforment, manipulent ouvertement l'opinion publique.

Le citoyen nominal

Pour chaque être humain, le parcours de vie de l'adolescence à la fin de vie se voit endigué, encadré et obligé de satisfaire à un ensemble d'obligations systémiques. L'individu qui accepte, adhère et se soumet inconditionnellement à ces obligations, est considéré comme un citoyen nominal, c'est-à-dire formant en lui-même une unité civique cohérente, acceptable, répondant parfaitement aux attendus du rôle assigné par les régimes politiques et les gouvernances en place. On peut dès lors affirmer que l'obtention de la citoyenneté nécessite de passer préalablement par un moule sociétal favorisant cette « nominalité ». Une sorte de « moule citoyen » matricant fortement la conduite humaine par le biais de multiples obligations et autorisations comme :

- . Démontrer un mérite éducatif par le biais des notes scolaires et universitaires, la réussite d'examens et concours, l'obtention de diplômes, afin de pouvoir ensuite entrer dans la normalité de la vie professionnelle, obtenir un emploi, requérir un statut officialisé dans chaque domaine d'activité.
- . Remplir des conditions d'acceptabilité civique (identification familiale, nationalité par le lieu de naissance, casier judiciaire vierge...) pour prétendre obtenir une carte d'identité, un passeport, un titre de séjour, un numéro d'adhérent, d'affilié, de cotisant, de membre ou de sociétaire.
- . Obtenir tout au long de la vie des agréments d'État pour avoir le droit de, le permis de, l'attestation ad hoc, permettant d'user de certaines libertés, d'utiliser certains droits.

En fait, le caractère nominal de la citoyenneté est une condition existentielle majeure en société, un passage obligé, un « Pass » sociétal, pour avoir ensuite un droit de cité, vivre comme tout le monde, se réaliser, être accepté(e), avoir un acquis, pouvoir faire et entreprendre. À ce matriçage réalisé en profondeur des conduites sociales s'ajoute tout un ensemble de devoirs imposés permettant de conserver et pérenniser le droit d'être et d'avoir. En réalité, devenir un citoyen nominal c'est s'obliger à :

- . Respecter la lettre et l'esprit des normes sociales que les situations vécues soient favorables ou défavorables.
- . Démontrer un relatif politiquement correct, une autocensure, une obéissance, un conformisme démocratique, dans la vie sociale.
- . Tracer son chemin personnel d'évolution à partir de lignes déjà prétracées par le conservatisme ambiant et/ou dans le suivisme communautaire ou collectif.
- . Sacrifier une partie de son propre épanouissement et aboutissement de soi en fonction directe de la mentalité des autres, voire de leur inertie.
- . Accepter avec fatalisme la réalité décidée et conduite par les autorités et les influents des systèmes en place.
- . Ne pas s'opposer directement à la force publique, aux mesures votées, au risque d'être alors considéré(e) comme déviant(e), irresponsable, non patriote...

- . Accomplir avec diligence et sans contestation toutes les conditions procédurières, administratives et/ou contractuelles imposées.
- . Accepter à la fois l'inconditionnalité des réglementations juridiques et des usages sociaux avec le fait théorique de devoir tous les connaître.
- . Devoir payer avec diligence les impôts et les taxes imposées dans presque tous les domaines de la vie pour être en phase avec la société.
- . Courber le dos ou l'échine face à la hausse des prix et l'augmentation incessante de dépenses contraintes en payant et payant encore.
- . Travailler par nécessité pour vivre dignement, pour être reconnu socialement, pour s'imposer hiérarchiquement, pour ne pas être marginalisé(e).
- . Se comporter en toute occasion en bon élève modèle, sage, discipliné, obéissant, face aux directives des services publics et aux injonctions de la force publique.
- . Faire pareil, aussi bien ou mieux que son voisin en matière de doxa morale, d'urbanité, d'écologie, de pratique sanitaire, de sécurité routière...

C'est aussi accepter d'être considéré(e) comme un pion pris dans la masse, un objet que l'on utilise et sacrifie selon les intérêts d'État, une chose que l'on manipule à sa guise, un sujet qui doit honorer ses maîtres, princes et gouvernants. Le rapport à la nominalité implique également d'accepter le fait que plus les gens sont nuls ou médiocres, plus ils tendent à s'imposer, à s'afficher pour se faire voir ou mousser, voire à s'entêter et s'enfermer dans leurs visions et méthodes. Ce type d'inversion est également observable dans la citoyenneté d'une grande partie du corps social à encaisser avec résilience les coups du sort, les maltraitances des pouvoirs publics et politiques, et même trouver normal que plus les prix augmentent et plus la qualité des services rendus dans le domaine public diminue !

7 types de citoyens

Dans la psyché collective, la notion de citoyen évoque le droit de vivre en commun avec la garantie de disposer des mêmes droits et devoirs sur un même territoire, alors que le non-citoyen est un laissé pour compte dépossédé d'une grande partie de ses droits sociaux et civiques. C'est toujours l'État avec sa cinétique techno-administrative, voire par son inertie bureaucratique, qui place le curseur de qui atteint ou n'atteint pas le seuil normal de citoyenneté à une époque donnée. Ainsi, dans la réalité de la vie sociale et collective, il existe plusieurs niveaux de pratique et d'application de la citoyenneté en regard des droits et des libertés permises ou accessibles. Tout dépend de la nature du passé historique, du régime politique en place, du fonctionnement systémique, de l'organisation étatique, faisant que d'un pays à l'autre, d'une époque à l'autre, le curseur dans la représentation du citoyen s'étalonne du plus bas niveau (anti-citoyen ou zéro citoyenneté) au plus élevé (citoyen adulte ou citoyenneté avancée) avec, au milieu, plusieurs stades intermédiaires :

1. Anti-citoyen : Indigène plus ou moins primitif, ermite, trappeur, avec des droits légitimes et des libertés d'action maximisées, le plus souvent sans valeurs évolutionnaires fortes (principalement des valeurs guerrières, grégaires, pastorales) ni éducation poussée ou éclectisme culturel. C'est un niveau paradoxal de zéro citoyenneté dans lequel la légitimité des actions et comportements manifestés dépasse largement toute forme de légalisme imposé.

2. Non-citoyen : Esclave, prisonnier, opprimé, captif, subissant généralement une maltraitance dans la condition humaine, aussi bien dans les droits sociaux que dans la réduction drastique des libertés vitales, au sein d'environnements fortement encadrés et surveillés relevant presque tous d'une epsilon citoyenneté.

3. Sous-citoyen : Serviteur, domestique, SDF, vagabond, mendiant, soumis à l'acceptabilité collective ou à une forte permissivité dans l'usage de droits et libertés souvent limités et/ou relevant de strictes conditions d'application. La pratique citoyenne plafonne à un niveau civique minimalisé dépendant généralement d'une autorité de tutelle ou des autres.

4. Citoyen systémisé : Individu du secteur public ou privé, actif ou retraité, agent, fonctionnaire, collaborant, servant technocratisé, au service des systèmes en place et/ou largement matricé à la base par des référentiels culturels officiels, académisés et/ou sous l'emprise d'une mentalité relativement conformiste, conservatrice ou traditionaliste et/ou relevant de pratiques professionnelles, d'usages fortement réglementés. L'obéissance inconditionnelle à une autorité de tutelle est un signe fort de dépendance mentale de l'individu à un système d'appartenance.

5. Citoyen nominal : Tout individu correctement éduqué, sociable, diplômé, professionnalisé, systémisé en partie, pratiquant le politiquement correct et appliquant avec constance, conviction, sérieux, tous un ensemble de préceptes moraux, civiques, sociaux, voire idéologiques ou religieux. C'est le bon élève, le bon citoyen par excellence qui s'intègre facilement, voire sait retourner sa veste et aller dans le sens du vent le cas échéant.

6. Citoyen du monde : Précurseur, avant-garde du citoyen adulte ou super citoyen nominal intégrant en plus une vision élargie et bienveillante du rapport aux autres pays, races, ethnies et cultures du monde, une conscience globale de niveau ++ et +++, une ouverture tolérante dans l'usage fait des droits de l'homme et des libertés citoyennes.

7. Citoyen adulte : Pur et vrai modèle exemplaire de citoyenneté avancée disposant d'un véritable esprit de démocratie, d'un comportement sain, constant et fiable, animé au quotidien par un ensemble de valeurs évolutionnaires. C'est à ce niveau d'aboutissement que la conscience citoyenne rejoint la conscience humaine dans l'élévation mentale et comportementale, que l'individu rejoint le citoyen dans le meilleur à donner de lui-même, envers les autres et pour la société d'appartenance.

On constate, entre les deux extrémités de non-citoyen et de citoyen adulte, une échelle progressive de citoyenneté à 5 niveaux libérant graduellement les droits et les libertés permises en les soumettant à de nombreuses conditions. La véritable notion de citoyenneté (citoyen systémisé) apparaît lorsque l'individu se soumet complètement de manière obéissante et disciplinée aux standards imposés par son organisation territoriale. Un rôle qui suppose de passer par un moule systémique massif commençant par la notation éducative jusqu'au concours académique, puis d'accepter des passages obligés tout au long de la vie sous forme de différents permis de faire et pratiquer, jusqu'à se plier à des conditions socioéconomiques unilatérales et/ou contractuelles imposées permettant de travailler, produire, fabriquer, entreprendre, prendre sa retraite, épargner, investir, consommer, etc. Au final, ce type de citoyenneté commune ne peut s'appréhender que par un ensemble normalisé de devoirs et obligations à respecter jusqu'à déboucher sur le rôle de citoyen nominal. Un rôle qui donne le sentiment de maîtriser son destin en pratiquant avec volontarisme et intelligence l'ensemble des règles du jeu sociétal applicables sur tel ou tel territoire géographique. C'est pourtant après ce 5^e stade que la véritable citoyenneté adulte, le véritable esprit

démocratique, se révèle en découvrant d'autres possibles, d'autres espaces libertaires inexplorés dans le droit d'être, d'agir, de faire, d'avoir. Un appel de liberté, un souffle de renouveau, qui incite à atteindre un 6^e puis un 7^e niveau de citoyenneté plus adapté à l'homme moderne. Devenir citoyen du monde est un grand pas en avant permettant de sortir volontairement de sa condition territoriale ou nationale, en considérant sur le fond que d'autres fondements, d'autres méthodes, pratiques et usages, sont mieux adaptés aux attentes de l'homme et de la femme moderne que la prévalence de ceux connus et/ou imposés. Enfin, le graal de la citoyenneté avancée consiste à réintégrer la légitimité initiale en complémentarité discernée de la légalisation officielle. Une citoyenneté qui repose intégralement au quotidien sur les 5 articles du citoyen adulte et l'intégralité des valeurs évolutionnaires.

Les différences de temporalité

Il est observable que l'appel de la liberté appelle la liberté aussi bien dans les attentes individuelles que dans le cadre d'une citoyenneté avancée, jusqu'à vouloir maintenir et prolonger la constance de cet état. Il est néanmoins clair que le temps est l'ennemi du citoyen lorsque l'élu politique le laisse filer dans sa propre temporalité. Une temporalité généralement fondée sur la vision stratégique des gouvernants, l'ambition des régimes politiques, le conservatisme des partis au pouvoir, l'inertie administrative, et non pas sur le rythme des attentes citoyennes. Il en ressort que la temporalité des uns n'est pas la temporalité des autres en créant *de facto* des écarts énormes de mentalité, d'approche de la réalité, de résultats attendus. Il ne faut donc pas confondre la temporalité du citoyen anonyme dans son quotidien avec celle du citoyen au service de l'État (gouvernant, fonctionnaire, technocrate, législateur...) ou encore celle du citoyen au service des partis politiques (élu, parlementaire, militant, partisan...) ou des systèmes en place (dirigeant d'entreprise, ONG, association...). De ce point de vue, le véritable ennemi du citoyen est le citoyen lui-même selon l'influence exercée par la nature de son rôle.

Dans toute société démocratique et non démocratique, on s'aperçoit que les décalages de temporalité sont à l'origine de tous les conflits, oppositions, hiatus, incompréhensions, insatisfactions, entre les attentes de l'individu-citoyen (Demande) et l'application des mesures étatiques, des méthodes systémiques et/ou certains contenus de l'Offre sociétale. L'écart de temporalité produit d'autant plus de conséquences négatives qu'il existe un retard de mentalité, de conscience, d'expérience chez certains ou, au contraire, un haut niveau d'adultisme, de maturité, de maîtrise compétentielle chez d'autres. L'urgence, la priorité ou l'importance issue de la Demande ou des attentes ciblées n'a rien à voir avec l'urgence, la priorité ou l'importance gérée de manière indifférenciée par les seconds. D'un côté, il y a des hommes et des femmes avec leurs besoins et leur humanité, et de l'autre des systèmes impersonnels, relativement lourds, figés, voire sclérosés, avec leurs règles et méthodes de fonctionnement souvent hautement procéduralisées. C'est la raison pour laquelle la meilleure façon de satisfaire au mieux et au plus près le citoyen adulte est de lui laisser la capacité d'agir, choisir, décider par lui-même, que ce soit au sein de l'Offre nationale ou dans le cadre d'autres offres externes (autres cultures, autres pays, autres façons de vivre).

8 principaux types de temporalité

La temporalité doit s'examiner sous différents angles comprenant l'**urgence** (nécessité absolue) ou la non-urgence dans la date d'application, la **priorisation** (traiter en premier) ou la non-priorisation dans les objectifs poursuivis, l'**importance** (intérêt porté) ou la non-importance dans la prise en compte du sujet ou de la problématique concernée, la **durée effective** (temps imparti) allant de la brièveté à la longévité, la **rapidité** (vitesse d'exécution) ou non dans la mobilisation des moyens nécessaires, la **régularité** (conformité, constance) ou discontinuité dans le rythme d'engagement. Tous ces facteurs jouent sur la **congruence** (ajustement, concordance, adéquation) entre le temps de la Demande citoyenne et le temps de l'Offre sociétale dans sa diversité éducative, politique, sociale, économique, systémique, culturelle, scientifique...

Les 8 principaux types de temporalité :

- . Temporalité du besoin humain : hyperprésent
- . Temporalité du passage à l'acte : très court terme
- . Temporalité des attentes citoyennes : court terme
- . Temporalité de l'éducation, apprentissage : court et moyen terme
- . Temporalité de l'expérience, maîtrise, maturité : moyen terme
- . Temporalité de la vie sociale et économique : court, moyen et long terme
- . Temporalité de l'action politique, des mesures systémiques, étatiques : moyen et long terme
- . Temporalité des apports culturels, scientifiques, artistiques : long et très long terme

Les retours négatifs du saut de temporalité chez l'individu inabouti

À vouloir anticiper les étapes et contracter artificiellement les temporalités, l'individu prend le risque d'un déséquilibre constant, d'une insatisfaction chronique, d'un dérèglement psychosomatique, voire d'une perte (délinquance, violence, action extrême...). Ce phénomène est observable chez tout individu binarisé, immature, infantilisé, amoral, déficient mental, à l'intelligence limitée, fortement empirique, inexpérimenté, impulsif, psychorigide. Le fait de rétrécir artificiellement le temps en le justifiant par la priorité ou l'importance, mais sans jamais pouvoir atteindre un état final de congruence, produit des retours négatifs assurés et/ou conduit tout droit à la démotivation, à la rancœur, à des déviances en cas d'échec ou d'inaccessibilité. C'est notamment le cas lorsque l'on veut gagner rapidement de l'argent, atteindre avec précipitation un objectif supposant de la patience, de l'entraînement, de la persévérance dans l'effort. Le phénomène est identique lorsque l'on ambitionne un statut social élevé, que l'on souhaite obtenir la gloire, la reconnaissance ou la notoriété, en franchissant trop vite les étapes, en évitant anormalement les obstacles formateurs du terrain et/ou en ne respectant pas un rythme d'élévation consciencieuse. C'est enfin le cas, lorsque l'individu manifeste un refus ou un déni de l'existant et/ou ne démontre aucune intégrité morale, peu d'intelligence relationnelle et/ou use de techniques vicieuses de manipulation pour arriver à ses fins. Si dans la plupart des situations simples, la fin justifie les moyens et les conséquences apparentes, elle ne justifie toutefois en rien ni la manière, ni les effets induits, ni la finalité d'ensemble. Dans une situation multifactorielle ou complexe, il est évident que moins l'individu est expérimenté, mature, avisé, discerné, et plus il lui faut un temps certain, voire long, pour dominer correctement une problématique et/ou maîtriser complètement l'ensemble des enjeux du réel. C'est en oubliant qu'il faut du temps aux cellules humaines, aux

flux neuronaux, à la conscience humaine, pour s'adapter, s'harmoniser, s'équilibrer dans les mécanismes fonctionnels du vivant, que l'individu inabouti et pressé, celui qui saute volontairement les étapes ou les temporalités, ne peut que se brûler les ailes, vendre son âme, abîmer son corps, altérer sa santé, détériorer son image, perdre sa crédibilité, produire des erreurs fatales. Toute tentative même réussie dans l'instant ne protège nullement d'un retour de bâton qui ne se paie un jour d'un retour physique, psychologique, mental, somatique, économique, juridique, de sens inverse, voire létal.

Les retours positifs du saut de temporalité chez l'individu abouti

Chez tout citoyen avancé, tout individu mature, discerné, expérimenté, en un mot abouti, il est possible, voire même souhaitable, d'accélérer les sauts de temporalité. L'adultisme, la maîtrise expérientielle, le niveau élevé de conscientisation, sont les clés absolues permettant d'accélérer avec succès tel processus, telle évolution, tel changement ou telle rupture, dans un temps court. La lucidité, voire la hauteur de vue, acquise par une multiplicité de situations et d'expériences vécues, par un travail réflexif et intellectuel conséquent, par la pratique qualitative de valeurs évolutionnaires, par la constance d'une intelligence relationnelle, permet de réduire les temps de compréhension, d'intégration, de maîtrise des facteurs en jeu, par le fait direct d'un large préformatage des neurones et des circuits neuronaux. Plus l'individu est abouti et plus il peut associer (ou dissocier) relativement facilement la temporalité de ses propres besoins vitaux avec la temporalité d'autres d'objectifs sociétaux, professionnels, économiques et/ou culturels majeurs, nouveaux, ambitieux. Il n'y a pas de limite infranchissable pour un esprit bien formé. Seuls les esprits malformés ou déformés à la base sont sceptiques, réticents, critiques, s'opposent ou peuvent contester toute forme d'ouverture et de changement.

Dynamisme ou non-dynamisme du citoyen

Même habillé des mêmes tissus et des mêmes couleurs nationales, aucun individu-citoyen ne se ressemble. Il est faux de croire que l'esprit de sociabilité, de communauté ou de grégarité homogénéise les populations (homme, femme, enfant, senior, actif, inactif, riche, pauvre...). Il ne fait que les réunir, les associer, face à un même danger ou contexte dans une même temporalité sur la base de comportements identiques dans un même mouvement général. Il est évident que dès que le contexte collectif change, les comportements s'individualisent rapidement et naturellement dans des directions, des objectifs, des intensités différentes. Le fait d'agréger la citoyenneté à une forme de grégarité, qui plus est disciplinée et obéissante, est certes un profond souhait étatique, technocratique et systémique, mais traduit une vision sociétale fondamentalement à contrepied de l'humanité avancée et à l'opposé des attentes individuelles modernes, affirmées et éduquées. À cette évidence, s'adjoint la dimension du dynamisme citoyen ou de son non-dynamisme. L'implication active, participative, proactive du citoyen ou, au contraire, sa démission, sa résignation, son désintéressement, son fatalisme, est le marqueur principal d'une nation, d'un modèle sociétal. On s'aperçoit-là que le dynamisme d'une société ne découle pas fondamentalement de la minorité d'acteurs systémisés et de ceux au pouvoir, mais d'une majorité de citoyens dans leurs apports sociaux et économiques, leur productivité au travail dans une diversité d'activités, leur capacité de reproduction et d'effet de masse en matière démographique. À l'inverse, tout système s'écroule de lui-même dans le

non-sens, l'improductivité, l'incapacité à justifier son utilité, lorsque le citoyen est absent, apathique, résigné, soumis et/ou sans vraiment savoir ce qu'il fait et où il va. Il en découle que le rôle assumé par le citoyen est primordial dans tout système humain, en étant à la fois le garant de son utilité (État, institution, collectivité, organisation...), son assurance-vie au présent (organigramme, rentrées fiscales, animation interne, production de services...) et son avenir à plus ou moins long terme (régime politique, modèle démocratique ou totalitaire, religieux, sécuritaire...). C'est la raison pour laquelle chaque système cherche à fidéliser à sa manière le citoyen dans ses différentes attributions (contribuable, administré, consommateur, utilisateur, usager...) :

- . **Manière dure** : Adhésion, intégration, participation, collaboration, contribution, sécurisation par la peur, la soumission, l'autoritarisme, l'obligation, le devoir, la radicalité, la domination hiérarchique, l'exercice du pouvoir...
- . **Manière manipulatrice** : Adhésion, intégration, participation, collaboration, contribution, par la communication, l'information médiatique, le marketing politique, la publicité gouvernementale, la propagande, la désinformation, le populisme, le discours lénifiant politique, idéologique...
- . **Manière soft** : Adhésion, intégration, participation, collaboration, contribution, par la coopération, l'accord contractuel équilibré, le partage de valeurs humanistes, la solidarité, la mise en place de projets participatifs, collaboratifs...
- . **Manière respectueuse** : Adhésion, intégration, participation, collaboration, contribution, par la personnalisation, l'écoute active, la connivence, l'entraide, l'intelligence relationnelle...

On s'aperçoit que le mode citoyen dans tous les rôles intermédiaires non adulte ou avancé est le point faible de l'humanité, voire un frein à l'évolution humaine. La citoyenneté imposée et placée sous contrôle systémique déforme et oriente une bonne partie des capacités et potentiels innés faisant que le rôle de citoyen est toujours en retard par rapport à l'individu authentique, l'humain naturel. L'écart peut être énorme ou très fin, entraînant souvent des conséquences majeures. C'est le cas notamment lorsque le citoyen est non dynamique et l'individu actif. Il se crée alors une faille, un schisme, une dichotomie, une dissociation entre les deux états, propice à l'entrisme systémique (binarité, manichéisme, standardisation, stéréotype, formatage, conformisme, verticalisation, égalitarisme dogmatique...) alimentant tout un ensemble de réactions cadrées, serviles, allergiques ou compensatoires, lesquelles sont alimentées en continu par tous les biais civiques, sociaux, économiques, médiatiques, culturels, éducatifs, professionnels de la vie en collectivité.

Symétrie et asymétrie dans le dynamisme humain et citoyen

Les interactions au sein du champ sociétal varient selon la nature du couple individu-citoyen. Le dynamisme du citoyen correspond aux aspects positifs de sa participation, adhésion, intégration, collaboration, contribution, dans le cadre collectif local, territorial, national. Le dynamisme de l'individu correspond à son implication active, attitudinaire, comportementale au quotidien, sur la base des valeurs humaines positives mobilisées et de l'intelligence relationnelle manifestée. Le non-dynamisme citoyen et/ou humain regroupe toutes les faiblesses, les déficiences, les manquements, les reculs, les freins, la perte de valeurs fortes. Le non-dynamisme est à polarité négative en instillant l'habitude de l'assistanat, la prudence peureuse, la docilité non discernée, l'obéissance inconditionnelle, la

soumission à l'ordre imposé, le politiquement correct dans la non-prise de risque... Il détourne également l'éveil, l'intensité, l'insatisfaction, la régularité des besoins humains, en interagissant sur la construction mentale, psychologique, comportementale de l'être humain. Les 4 grands couples citoyen-individu recouvrent :

. **Citoyen dynamique et individu dynamique** : le top de l'adultisme humain et sociétal producteur d'efficacité, de motivation, d'énergie participative, de confiance et d'assurance, de bien-être aussi bien à l'échelle collective, sociale et individuelle.

. **Citoyen dynamique et individu non dynamique** : C'est le comportement type du bon élève sage, obéissant, dans les clous du politiquement correct, hautement systémisé, voire technocratisé, collaborant et servant, qui a choisi le camp du secteur public, ses règles, son conservatisme, son idéologie, tout en ayant un niveau d'affirmation de soi volontairement limité et contraint du fait de cette appartenance.

. **Citoyen non dynamique et individu dynamique** : C'est le comportement du citoyen déçu, révolté, résistant, dans qui subit la situation par la force des choses, qui suit le mouvement général sans grande motivation, en recentrant généralement son énergie, son activisme, sur lui-même de manière égocentrée, autocentrée sur sa sphère privée, ou encore dans un cadre entrepreneurial indépendant avec des objectifs de vie spécifiques.

. **Citoyen non dynamique et individu non dynamique** : C'est le pire du couple sous l'angle sociétal, national et individuel, en se comportant en mouton, en troupeau de veaux ou de bœufs, sans ligne directrice sinon celle de répéter sans cesse les mêmes habitudes dans la même passivité, voire inactivité.

L'asymétrie des rôles imposés et des postures naturelles produit notamment les effets suivants :

- . Frustration, insatisfaction, jalousie, pulsion négative
- . Ambition, arrivisme, convoitise, avidité, vanité
- . Défoulement sur les plus faibles, agressivité, violence
- . Peur de l'exclusion, de la différence, de l'étranger, de sortir du rang
- . Soumission, suivisme, grégarité, mimétisme
- . Besoin d'appartenance, être dans la norme, perte d'autonomisation
- . Acceptation de la domination, de la hiérarchie, des classes sociales
- . Tendance à la manipulation, malhonnêteté, défaut d'intégrité
- . Réduction de l'affirmation de soi, augmentation de l'imposition de soi
- . Mensonge, tromperie, faux semblant, virtualité
- . Complaisance pour la non-vérité, manque de transparence
- . Etc.

Les apports positifs de la symétrie dans le couple dynamique citoyen/individu sont tous ceux qui favorisent l'adhésion volontariste, motivée, spontanée, discernée, loyale, aux règles, lois et usages en cours, mais aussi l'engagement en faveur des autres et des activités communes. Ils alimentent à la source de l'humain l'affirmation de soi, la confiance en soi, la réalisation de soi, l'épanouissement de soi, l'aboutissement de soi, ainsi que l'intelligence relationnelle, l'acte réussi, via la pratique courante de l'ensemble des valeurs évolutionnaires. La symétrie dans le couple non-dynamisme citoyen/adulte est, à l'inverse, fondamentalement négative en induisant tous les effets de l'asymétrie.

Apports du civisme dans la citoyenneté

Le dynamisme en matière de citoyenneté produit forcément des effets notables indéniables pour la collectivité, même si cela reste limité, voire contestable, dans le retour à l'échelle de chaque individu (voir asymétrie). La plupart des conséquences concrètes favorisent surtout et d'abord les intérêts publics, les institutions, les services publics, l'ordre public, les organisations partenaires et complices. Principaux effets constatés :

- . Respect des règles, des lois, de l'ordre social, de l'environnement
- . Sociabilisation et humanisation des comportements
- . Savoir-vivre en milieu collectif, public, professionnel
- . Méthodes d'organisation, de gestion, de management
- . Technologies de contrôle, surveillance, renseignement
- . Méthodes sécuritaires, militaires, de défense
- . Éducation nationale, formation académique, apprentissage des métiers
- . Information médiatique, édition à grand public, événementiel populaire
- . Assistanat social, secours, solidarité nationale, patriotisme
- . Régulation économique, financière, comptable, fiscale
- . Système de santé, infrastructures publiques, voirie

En observant la positivité apparente de chaque effet, on se rend compte rapidement qu'il existe *in fine* une incidence directe ou indirecte inhibitrice sur la nature humaine, une ligne de plus grande pente conduisant inévitablement vers une résignation face aux méthodes utilisées, vers un asservissement intellectuel et moral au profit de préceptes conservateurs, vers une subordination obligée envers les autorités en place, ou encore vers une soumission aux règles systémiques en usage. C'est comme si le système voulait toujours avoir raison sur l'homme, en entraînant avec lui, de force ou subtilement, les populations sur son seul et unique terrain. Un véritable signe de faiblesse structurelle en soi incapable d'égaliser équitablement (et non dogmatiquement) un rapport équilibré avec le citoyen !

Le citoyen doit se réveiller

Sous un angle plus général, le manque de dynamisme des peuples, donc des citoyens, se constate généralement dans 2 domaines : la non-défense de leur propre intégrité civique et humaine ; la non-défense des autres citoyens et des autres peuples tant que des différences raciales, ethniques, culturelles, éducatives, morales, politiques, sociales et/ou économiques font barrage, voire s'opposent. Cette non-défense est elle-même matricée par la manière dont sont dirigés les citoyens par le pouvoir politique, moral, statutaire, économique ou religieux. Dès lors, le citoyen doit opter entre 13 stratégies possibles pour se défendre et défendre les autres ou, a contrario, pratiquer la non-défense de soi et des autres.

Dynamisme poussant à se défendre, défendre autrui ou une idée

Le dynamisme n'est pas toujours positif dans la manifestation d'une énergie d'action ou d'une volonté d'exécution, même si c'est la seule manière d'atteindre un objectif, réussir une opération, concrétiser sa volonté. Il existe 6 grands axes de mobilisation dynamique accessibles à tout citoyen, en dehors de toute forme de créativité, d'inventivité, d'innovation :

1. S'affirmer tranquillement dans la constance et l'endurance, la sérénité, la force mentale et la confiance en soi, l'effort et la détermination, le courage et la volonté, le « Sisu finlandais », en faisant tout ce qui paraît être nécessaire, utile et juste.
2. Se sacrifier personnellement ou physiquement en tentant d'éliminer la cause, le ou les personnages responsables de la situation, se battre et résister en défendant ou croyant défendre une cause juste ou légitime, jusqu'à devenir soi-même délinquant, criminel, renégat, aux yeux des autorités et des lois en place.
3. Agir avec sa conscience intime en risquant délibérément sa propre existence, sa liberté, son confort de vie, en s'opposant frontalement, indirectement ou en groupe, même en dehors des usages, lois et règles en vigueur, en sortant volontairement du rang, en s'exposant à la critique des bien-pensants, des idiots de service et autres lâches anonymes des réseaux sociaux, afin d'ajuster avec courage ses actes à ses dires, faire ce qui est dit et dire ce que l'on va faire.
4. Activer démocratiquement et de manière déterminée des contremesures légales, des actions offensives, des prises de position courageuses, pour essayer d'en finir avec les injustices, les inégalités, les erreurs décisionnelles, les échecs à répétition, les mesures inadaptées.
5. Manifester son indignation, son mécontentement par des manifestations de rue, des lettres ouvertes, des opinions dans les médias et réseaux sociaux, contester, critiquer, maugréer, « ouvrir sa gueule », donner libre cours à sa colère, pour libérer ses tensions internes, se donner bonne conscience.
6. Être agressif, violent et intolérant comme méthode d'affirmation, en retournant l'insatisfaction et/ou le bridage chronique comme un mobile existentiel permettant de se défouler en cercle fermé sur les plus faibles que soi, les subordonnés, les enfants, les animaux, les objets, les étrangers, pour faire passer souvent lâchement, bêtement et indignement les tensions accumulées.

Non-dynamisme amenant à la non-défense de soi ou d'autrui

Le non-dynamisme n'est pas synonyme de ne rien faire, de nonchalance ou d'indolence, mais d'absence de volonté d'engagement, de passer à l'acte, de prise de risque, le plus souvent par conditionnement mental, manque d'objectif à atteindre, de projet à accomplir, de raison d'agir, de vision motivante de l'avenir. Cela se traduit par 7 types de comportement :

7. Déléguer à d'autres le soin d'agir en restant en arrière, en observateur, en badaud, en spectateur acquis à une cause, sans prendre le risque de s'engager soi-même sauf éventuellement par le vote, l'acquiescement ou le silence, l'aide financière ou matérielle.
8. Dire aux autres ce qu'il faut faire, se cacher derrière un statut politique, de dirigeant, d'intervenant médiatique, éducatif ou formateur, de commentateur spécialisé, en verbalisant théoriquement, subjectivement, historiquement, philosophiquement, techniquement, sans s'engager pleinement soi-même et/ou en bottant en touche en disant que « c'est compliqué » ou encore en étant prompt(e) à retourner sa veste.
9. Laisser faire, être fataliste, subir de façon moutonnière, se montrer prudent(e) en tout, en attendant avec résignation que les choses

changent d'elles-mêmes, qu'un miracle s'accomplisse, qu'un sauveur tombe du ciel.

10. Disparaître, fuir à l'étranger, se cacher, démissionner, pour éviter d'affronter la réalité du moment et/ou ne pas en subir les conséquences.
11. Se récuser, se défilier, nier ce qui est dit ou a été fait, se mettre du côté du plus grand nombre, du plus fort, du dominant, du moindre risque.
12. Utiliser par défaut des stratagèmes, la manipulation, voire la perversion, se complaire dans l'amoralité, le mensonge, le déni, pour trouver un exutoire à ses propres faiblesses, sa lâcheté, son incompetence.
13. Mettre fin à ses jours, se suicider, se mutiler, pour ne plus être sous pression, sous emprise mentale, psychologique, physique, dépressive.

L'inégalité citoyenne est le prolongement des inégalités humaines

Lorsque l'on évoque la citoyenneté, de quel type de citoyen parlons-nous ? Si, dans l'absolu, les futurs citoyens sont tous considérés comme égaux et traités de manière quasi identique, tout système en place effectue à sa manière une distinction, une sélection parmi les futurs citoyens. En fait, il n'existe pas d'égalité réelle entre les citoyens, sauf peut-être durant l'enfance avant de passer en amont les filtres éducatifs, académiques et professionnels puis, en aval, en fonction du casier judiciaire, du statut social, de la profession privée ou publique, du niveau d'importance relative dans la contribution collective (célébrité, notoriété, réputation, titre...). Ainsi, malgré des référentiels communs dans le civisme, l'éducation nationale et supérieure, la normalité dans le champ du droit officiel, l'inégalité citoyenne résulte de plusieurs différenciations majeures qui font que personne n'est vraiment égal à personne et c'est tant mieux.

Il existe 12 niveaux majeurs d'inégalité entre les citoyens

1. Niveau physique (beauté, énergie, force, aspects anatomiques...)
2. Niveau psychologique (force mentale, caractère, mentalité, état d'esprit...)
3. Niveau attitude (affirmation de soi, passivité, agressivité, manipulation, imposition de soi)
4. Niveau intellectuel (intelligence, talent, capacités, aptitude, mémoire...)
5. Niveau sanitaire (bonne/mauvaise santé, handicap, maladie, infirmité)
6. Niveau culturel (éducation, savoir, connaissance, diplôme, information...)
7. Niveau social (emploi, classe sociale, rang, hiérarchie, mérite...)
8. Niveau économique (fortune, patrimoine, richesse, pauvreté...)
9. Niveau professionnel (métier, force de travail, titre, statut, rôle...)
10. Niveau compétentiel (expérience, qualification, technicité...)
11. Niveau ethnique (origine, communauté, race, couleur de peau...)
12. Niveau cooptation (réseau, parrain, ami, allié, appui...)

En croisant les critères propres à chacun de ces niveaux, on s'aperçoit immédiatement que personne ne ressemble à personne, faisant que l'égalité ne peut être que dogmatique et virtuelle et non légitime et naturelle. La citoyenneté traduit donc une forme d'artificialité sociétale d'autant plus importante que l'empreinte systémique est forte entre les dominants (pouvoir, élu, dirigeant, influent, riche...) et les dominés ou assujettis (travailleur, ouvrier, pauvre, subordonné, clientèle captive...). Même la loi censée être unique et intangible

s'accommode dans son application de nombreuses adaptations selon que l'on est bien défendu ou mal défendu, protégé ou pas, connu ou anonyme, puissant ou misérable. Sous un angle macrosocial, macrosociétal, voire civilisationnel, le rapport à la citoyenneté est différent d'un pays à l'autre selon les enjeux idéologiques, politiques, religieux, culturels, financiers, réseautiques, corporatistes... Cela est particulièrement visible en observant les communs dénominateurs des uns par rapport à ceux des autres, en particulier sur les aspects suivants :

- . L'histoire officielle et la tradition
- . Les usages et coutumes
- . Le rapport masculin/féminin/genré
- . La relation à l'étranger/race/ethnie
- . Les habitudes et rituels collectifs
- . La nationalité et la langue
- . L'éducation nationale et diplômes
- . Le droit applicable et les règles en vigueur
- . La mentalité, l'opinion publique/sectorielle
- . Le rapport à la majorité, aux minorités d'influence
- . Le type de régime politique, le modèle de gouvernance
- . Les procédures administratives et la fiscalité

À tous ces facteurs sociétaux s'ajoutent l'usage du rapport de force, la volonté de s'imposer et dominer, le conservatisme dans tous ses états, faisant que la règle commune est souvent détournée, transgressée, violée, contournée, sans que cela pose le moindre problème éthique au sein des entités publiques et privées concernées. Même l'égalitarisme dogmatique dans ses fondamentaux théoriques, dans ses résolutions applicatives et dans sa vocation unificatrice produit de nombreuses déviations systémiques, des écarts de traitement social, des divergences économiques et comportementales. C'est par exemple le cas en matière de :

- . Division de la population en classes sociales
- . Opposition des citoyens entre eux, entre public et privé
- . Rapport plus ou moins étroit et visible à la religion, au culte
- . Importance accordée aux personnels politiques sur le citoyen lambda
- . Usage courant du corporatisme, réseaux amicaux, communautarisme
- . Hiérarchisation verticale des fonctions, des rangs, des titres
- . Sélectivité organisée des talents dès le système éducatif
- . Rapport privilégié à l'argent, au patrimoine, à la propriété
- . Approche sécuritaire différenciée entre acteurs de la société civile
- . Application sélective de la moralité, éthique, déontologie, selon les enjeux
- . Recours légalisé au conditionnement idéologique, culturel, informationnel
- . Diffusion sélective aux informations, savoirs, renseignements

La citoyenneté vue par les systèmes dominants

La citoyenneté valide le fait officiel d'être un membre actif d'une collectivité, d'une nation, d'une fédération, sous condition d'être clairement identifié administrativement sur un territoire donné et jouir de l'ensemble de ses droits civiques et politiques. Elle suppose d'être et d'agir dans les clous des règles systémiques et de l'ordre étatique en œuvrant obligatoirement pour son pays et l'intérêt général dans un rôle bien défini (formaté, systémisé, nominal). Il est toutefois clair que la citoyenneté vécue par un grand nombre d'individus dans la

vie réelle n'est nullement unitaire dans l'égalisation de l'Offre publique et sociétale et pas davantage dans la prise en compte de la Demande spécifique des citoyens, ni dans l'équité dans le traitement des situations particulières. Sous l'angle des acteurs du pouvoir et de la gouvernance, la représentation de la citoyenneté varie fortement selon que le citoyen apparaît comme politiquement correct, bon élève, docile, suiveur, prudent, obéissant en tant qu'agent, collaborant, servant, militant ou, au contraire, comme indépendant, rebelle, impertinent, critique, non contributif, out of system... Il en ressort que la citoyenneté se scinde de manière informelle en 5 typologies entraînant pour chacune un cortège de postures distinctes en matière de civisme, droits, libertés et devoirs appliqués.

Les 5 typologies de la citoyenneté dans une société moderne

. **Citoyenneté appauvrie** : Comportement sans aucune référence à des valeurs humanistes fortes, sans grande intelligence collective, en étant principalement soumis aux ordres du dominant local, à la loi du plus fort. L'esprit est fortement matricé par les pratiques, usages et rituels transmis et appliqués dans son milieu de vie (famille, voisinage, territoire). L'esprit de démocratie tend vers le zéro en étant propice au retour instinctif à toute forme de primitivité, rusticité, brutalité, sauvagerie, dès que l'enjeu immédiat le sollicite. Profils types : pauvre en exclusion sociale, pègre, prisonnier désocialisé, malade psychique, immigré non intégré.

. **Citoyenneté formatée** : Formatage éducatif, civique, moral et professionnel dominant, influençant une relative rigidité et stéréotypie dans le comportement (puritanisme, austérité, rigorisme, conformisme, suivisme...). Le sentiment moral est omniprésent en acceptant inconditionnellement la primauté des lois, règles et croyances en vigueur, animée par un esprit de démocratie relativement focalisé, autocensuré, propice à l'obéissance et la discipline. Profils types : exécutant et subordonné aux ordres, factotum, agent sécuritaire et militaire de base, croyant pratiquant, diplômé fortement académisé.

. **Citoyenneté nantie** : Débridage du comportement par l'effet classe sociale élitiste ou nantie (bourgeoisie, riche, nomenklatura, notoriété...) bénéficiant d'une relative aisance financière, d'un niveau social apportant une relative protection contre les aléas de la vie, certains privilèges, avantages, confort matériel, passe-droits et/ou titre ou distinction statutaire. Le sentiment de supériorité sociale, voire d'élitisme et d'intouchabilité, est omniprésent dans la manière de se comporter en opportunistant toujours le meilleur de la citoyenneté, tout en essayant de tirer le meilleur parti des situations rencontrées. Profils types : notable, dandy, personnalité en vue, people, arriviste, élu décomplexé, dirigeant au pouvoir, businessman sans scrupule, héritier (ère) de fortune, fils et fille à papa, BCBG.

. **Citoyenneté affranchie** : Personnalité à tempérament, bien éduquée dans la moralité et les valeurs, bien formée dans un métier, relativement intègre, ayant un vécu diversifié, de l'expérience, un libre arbitre intellectuel, une aisance comportementale ne le classant dans aucune typologie basique. L'esprit libre et indépendant fait qu'il n'est pas facilement manœuvrable, influençable, disciplinable, en s'appliquant à vivre une existence bien remplie, tolérante, dans l'esprit de démocratie. Profils types : autodidacte éclairé, aventurier proactif, explorateur déterminé, individu sage désinfecté des conventions et des rythmes imposés, actif ou sportif hyper sain d'esprit, entrepreneur inventif, pratiquant d'activité extrême.

. **Citoyenneté avancée** : Tout individu s'affirmant positivement dans le cadre de valeurs évolutionnaires fortes en ayant atteint un niveau élevé de

conscientisation. Le discernement à la source du jugement, de la décision, de l'expression et de l'action, anime aussi bien les droits et libertés appliqués, la légitimité de faire, de dire, de s'opposer, que l'observation des règles légales et des devoirs justes et nécessaires. L'esprit de responsabilité à assumer complètement ses opinions, attitudes et comportements, est symétrique à l'esprit de démocratie manifesté en tout, faisant que nul système, nulle dominance, nul pouvoir, n'a de prise morale, économique, culturelle, idéologique, sur lui ou elle. Profil type : tout citoyen anonyme relevant d'un véritable adultisme dans la quête quotidienne de l'aboutissement de soi.

Il ressort de ces 5 typologies que seulement 2 sont aisément manœuvrables par l'autorité et la contrainte systémique (citoyennetés formatée et nantie), 2 sont difficilement manœuvrables (citoyennetés affranchie et avancée) et 1 est vraiment influençable par l'usage du bâton et de la carotte (citoyenneté appauvrie).

Comment tenter d'unifier la citoyenneté ?

En général, tout système tend à unifier ses méthodes, quels que soient le rôle du citoyen et le brassage de typologies de citoyenneté. Le leitmotiv politique étant que tout le monde doit être soumis au même régime, ce qui est vrai sur le fond dans la logique humaniste, mais faux, voire impossible, dans la réalité du quotidien. Pour tenter d'unifier toute une population, d'harmoniser la représentativité citoyenne, il est nécessaire que la mentalité collective soit partagée de manière transverse et identique pour tous les individus. Autant d'hommes et de femmes constituant à la fois le peuple, les organisations systémiques, les entités économiques, les pouvoirs publics, la gouvernance d'État, ce qui est généralement loin d'être le cas. Il faut pour cela que l'on adopte et partage les mêmes valeurs permettant de satisfaire la plupart des mêmes besoins dominants. Cela est, et a été, le cas notamment en matière de religion, d'idéologie politique, de mobilisation patriotique, tout au long de l'histoire de l'humanité. Autant de ciments sociétaux qui sont devenus largement obsolètes face à la poussée des sciences dures et molles, de l'éducation, de l'information, de la mobilité, de l'économie, de la finance, des conditions de vie améliorées, du progrès dans tous les domaines, de la haute technologie. Aussi l'individu-citoyen moderne est confronté de force, par nécessité ou par choix discerné, à quatre grandes orientations personnelles dans le niveau d'appartenance ou non à sa société d'accueil :

1. Le **choix séparatiste** tribal, clanique, communautariste, indépendantiste, factionnel, avec une population repliée sur des règles spécifiques et des valeurs ciblées (habitudes, usages, coutumes, tradition) placées sous l'égide d'un leadership unique avec une hiérarchie dominante.
2. Le **choix systémisé** amenant à accepter sans condition l'étatisation centralisée d'une nation formée par la réunion d'un ensemble de territoires géographiques dispersés et soumis à une organisation sociétale plus ou moins complexe (institutions, services publics, collectivités territoriales, entités publiques et privées multiples et diversifiées...), le tout dans un cadre légal unitaire soumis à un ordre commun.
3. Le **choix customisé** qui se construit à partir d'apports culturels, expérientiels, mode de vie, répondant aux attentes libertaires du moment (libertin, épicurien, hippy, beatnik, kibboutz...) avec des décisions principalement collectives prises à la majorité des membres.
4. Le **choix évolutionnaire** consistant à fluidifier, libérer, désentraver, la vie

collective au maximum, à libérer les talents, les capacités, les potentiels, les motivations, les énergies, dans le cadre d'un contrat social de nouvelle génération plus ouvert, tolérant, dynamique, responsable, reposant principalement sur l'autodiscipline, l'autoresponsabilité, l'autonomisation, la légitimité, le principe de réciprocité et l'ensemble des valeurs évolutionnaires.

Il s'agit-là de quatre choix existentiels en tant que citoyen impliquant soit une allégeance mentale et comportementale au système dominant (État ou leadership), soit une indépendance mentale et comportementale (libertaire ou adulte). Tout individu est fondamentalement responsable de son choix de citoyenneté en acceptant ou non que le collectif prime sur l'individuel, que le social prime sur l'intime et/ou que l'intérêt public prime sur l'intérêt privé. Il s'agit d'un choix sociétal supposant à chaque fois d'être bien conscient des enjeux, des effets induits et du prix à payer, lorsque l'on oppose la discipline à l'autodiscipline, l'obéissance à l'indépendance, l'esprit de soumission à la proactivité et l'initiative, l'autorité à l'autonomie décisionnelle, la docilité à l'esprit de responsabilité, la standardisation normée des pratiques et des habitudes aux libres activités, la prudence à la maîtrise du risque, l'assistance et la protection à la débrouillardise et l'autodéfense, etc.

Quelle est la finalité du citoyen moderne ?

Le citoyen lambda se situe entre *Forrest Gump* (Film de 1994) qui ne voit que le bien autour de lui (autiste positif) et le citoyen abouti construit à partir de valeurs évolutionnaires fortes, constructives et positives. Le citoyen moderne évolue entre ses deux états psychologiques aussi bien dans une médiocrité affligeante pour certains que dans une médiocrité intelligente et brillante pour d'autres. Cette stagnation découle directement des multiples empêchements systémiques (mais aussi génétiques et environnementaux) agissant imperceptiblement sur la psyché humaine du plus grand nombre. La psychologie, la sociologie, la neuropsychologie et autres sciences humaines essaient d'en apprécier les causes, les contours et les effets directs. Sous l'angle sociétal, il est évident que préexiste un lien étroit façonnant le rôle du citoyen entre sa personnalité et sa mentalité, son comportement et ses attitudes dominantes, sous la pression constante de forces externes provenant de l'histoire, des organisations et systèmes en place. Il est ainsi possible de dire qu'en agissant sur la mentalité, sur l'attitude dominante, sur les stéréotypes et valeurs imposées à l'individu, le système façonne à la fois la personnalité, le comportement, le choix d'être dans le rôle du citoyen. Il se produit alors forcément un couplage individu-citoyen plus ou moins fiable engendré par les systèmes eux-mêmes. Des systèmes « Janus » qui disent théoriquement et idéologiquement le droit, le bien et la manière, et qui s'empressent ensuite de gérer les effets négatifs des méthodes utilisées. Même si l'intention de départ peut être jugée bonne, la réalité du terrain fait que s'accumulent en continu les biais cognitifs, les tensions et autres conflits psychologiques et sociaux. Autant de conséquences inéluctables qui proviennent de la confrontation entre les artifices des acquis systémiques et les besoins et pulsions naturelles provenant de l'inné organique et du fonctionnement neuronal. La dichotomie sociétale en résultant explique pourquoi il n'existera jamais d'unité systématique dans la représentation de la citoyenneté moderne, sauf à faire de l'humain une machine aux ordres. Tant que les attentes, les besoins et les valeurs évolutionnaires ne seront pas satisfaits, respectés, stables et partagés de la même manière et de façon consentie au même moment par une large majorité influente, alors les cycles entropiques de la vie en société ont de l'avenir.

Les 5 rôles du citoyen moderne

Au-delà des typologies de citoyens (7) et de citoyenneté (5), le rôle du citoyen moderne correspond aux comportements attendus de lui dans la vie civile, sociale et civique. Un rôle conséquentiel et non choisi (sauf celui de citoyen indépendant) en réponse au causalisme systémique, organisationnel, conservateur et étatique. Il est observable, par ailleurs, que la transversalité des lois, des règles et des usages applicables à tous, n'est pas du tout garante de l'unité citoyenne. Il est même possible de dire que tant que les individus ont un profil psychologique différent, une appartenance communautaire différenciée, des rôles hiérarchisés ou opposés (statut professionnel, titre ou diplôme obtenu, histoire vécue, pouvoir et moyens matériels ou non...), chaque citoyen demeure unique et non unifiable. Il ne faut donc pas confondre le **citoyen appliqué**, poli, normé, bien sous tous rapports, ayant le souci de ne pas déroger aux règles, d'être conforme aux attendus collectifs, avec le **citoyen « nature »** beaucoup plus décontracté, émancipé, libre de ses choix et bien dans ses baskets. Il ne faut pas confondre non plus le **citoyen « par défaut »** qui fait comme tous les autres par obligation, panurgisme, mimétisme et/ou pour ne pas sortir du rang et se faire repérer avec le **citoyen « profil bas »** qui a quelque chose à se reprocher, qui est discriminé ou qui essaye d'échapper aux contraintes civiques. On peut ainsi relever dans la réalité sociale de n'importe quel pays 5 principaux **rôles de citoyens** allant du pire au meilleur. Des rôles réels largement favorisés et acceptés au sein de toutes les sociétés modernes servant à justifier toutes les actions menées et toutes les mesures prises par les tenants des systèmes en place :

1. Le citoyen primaire qui agit volontairement de manière rustique, provocatrice, délinquante, violente, agressive, antisociale, perverse, casseur, n'ayant aucun respect pour les règles en place, pour les biens et/ou pour les personnes surtout étrangères. Le rôle de ce citoyen hautement critiqué et sanctionné par les tenants du système permet de justifier tout l'arsenal judiciaire, sécuritaire et répressif mis en place par les institutions et gouvernances en place.

Comportements habituels : agressivité, premier degré, manque de savoir-vivre, délinquance, jalousie...

2. Le citoyen suiveur qui assume volontiers d'être passif, obéissant, docile, voire faux-cul quelquefois, qui suit le mouvement général sans vraiment s'opposer au système ni faire avancer les choses. Un rôle qui explique la nécessité d'appliquer par les tenants du système les principes stricts de la hiérarchisation, de la verticalité, de l'autorité, de la conduite directive des masses sous l'égide de leaders politiques.

Comportements habituels : passivité, obéissance, conformisme, servilité, soumission, dépendance, déférence, complaisance...

3. Le citoyen patriote fier de l'être, partisan ou agent du système, actif exemplaire dans les initiatives collectives, prêt à donner des leçons de morale, de bonne conduite et/ou de stratégie politique à tout le monde. Un rôle poussé, entretenu, stimulé, par les instances politiques au pouvoir, afin de défendre l'idée de patrie, de responsabilité collective, donc de pérennisation des partis, des méthodes, des institutions et systèmes en place.

Comportements habituels : imposition de soi, chauvinisme, nationalisme, psychorigidité, légalisme...

4. Le citoyen rebelle qui critique avec une verve maîtrisée, qui se comporte en insoumis, qui revendique d'être un mauvais élève peu discipliné, qui s'oppose avec motivation aux injonctions directives des partis dominants et des

gouvernements en place, qui manifeste souvent dans la rue et/ou utilise volontiers la joute verbale, la vérité partielle ou orientée, pour essayer de faire bouger les choses et/ou imposer son point de vue. Un rôle toléré, sinon muselé dans certains pays, servant de soupape à la mauvaise humeur d'une partie de la population, et démontrant en miroir qui est le maître des horloges du moment.

Comportements habituels : stratagèmes de manipulation, subtilité intellectuelle, opiniâtreté, indiscipline, désobéissance...

5. Le citoyen indépendant qui affirme son autonomie de pensée et de décision, qui démontre du discernement dans son jugement, qui est autodiscipliné, affirmé, constructif, fortement engagé dans ses propres activités et très peu ou pas du tout dans celles relevant du collectif, tout en pratiquant une citoyenneté propre, éclairée et anonyme. Le seul rôle qui sort vraiment des conditionnements, formatages et matricages culturels, mentaux et comportementaux de masse, échappant complètement au contrôle des systèmes en place et/ou lui posant un véritable problème de gouvernance sociétale.

Comportements habituels : affirmation de soi, fiabilité, proactivité, non-conformisme, créativité, audace, autonomie, solidité mentale...

Rapports entre rôle, type et typologie citoyenne

Dans l'ordre social et collectif, le **type générique** de citoyen sous l'angle privé, administratif, académique, technocratique, induit un **rôle psychologique** au quotidien (comportement, attitude, état d'esprit) qui définit une **forme de citoyenneté** au quotidien (typologie), qui se manifeste ensuite par une mentalité et des postures spécifiques dans toutes les composantes de l'Offre sociétale (économie, culture, professionnel, éducation, judiciaire, représentation parlementaire, activités sociales...) :

Type	Rôle	Typologie
Anti-citoyen	Citoyen primaire	Citoyenneté appauvrie
Non-citoyen	Citoyen suiveur	Citoyenneté formatée
Sous-citoyen	Citoyen patriote	Citoyenneté nantie
Citoyen systémisé	Citoyen rebelle	Citoyenneté affranchie
Citoyen nominal	Citoyen indépendant	Citoyenneté avancée
Citoyen du monde		
Citoyen adulte		

Exemples :

- . L'anti-citoyen, le non-citoyen, le sous-citoyen induisent un rôle de citoyen primaire relevant d'une citoyenneté appauvrie.
- . Le citoyen systémisé induit un rôle de citoyen suiveur, voire patriote, impliquant une citoyenneté formatée.
- . Le citoyen nominal favorise un rôle de citoyen patriote ou rebelle relevant de la citoyenneté nantie et/ou cochant toutes les cases.
- . Le citoyen du monde et le citoyen avancé relèvent d'un rôle de citoyen indépendant s'accomplissant dans le cadre d'une citoyenneté affranchie ou avancée.

L'hétérogénéité des citoyens et citoyennes

Il est couramment observable via le traitement médiatique, la mobilisation

politique, l'implication judiciaire et sécuritaire, que certains types de citoyens sont jugés plus importants que d'autres dans le traitement des faits les concernant, comme dans l'importance éditoriale accordée à leur rôle jugé décisif en société. Il s'agit notamment des fonctions, statuts et titres, que l'on peut considérer comme plus protégés et honorés par les systèmes en place que la moyenne des autres :

- . Policier, militaire, gendarme, personnel de l'administration
- . Élu, édile, parlementaire, ministre
- . Fonctionnaire, corps diplomatique, haut responsable
- . Magistrat, juge, avocat
- . Enseignant du public, religieux
- . Capitaine d'industrie, financier, notable local, riche
- . People, star, personnage connu dans les arts et sports
- . Journaliste, opérateur dans un média national

On s'aperçoit également que la citoyenneté féminine est globalement plus apaisée, docile, ordonnée, suiveuse, coopérative, que celle des hommes qui tend à être plus directive, plus formatée, voire psychorigide, ou se plaçant carrément aux extrêmes (citoyenneté appauvrie, citoyenneté avancée). Il est également observable que la mentalité animant le citoyen lambda peut être bien différente d'un individu à l'autre selon le territoire géographique, le statut social, l'âge, le niveau culturel, le niveau de quotient intellectuel et émotionnel. Il ne faut donc pas mélanger les genres de citoyenneté et les types de citoyens, mettre tout le monde dans le même sac, sous prétexte d'égalité dogmatique devant la loi, d'homogénéité par l'identité nationale, d'adhésion administrative à l'État de droit. Les communs dénominateurs en matière sociétale ne suffisent pas à décréter l'homogénéisation nationale ou territoriale sachant que, au contraire, le caractère apparemment identique de certains facteurs traduit plutôt en creux, une grande hétérogénéité d'attentes et de vision des choses. Il suffit de constater la grande diversité d'entités différentes et de minorités influentes, ainsi que l'éclatement des sujets de revendication, pour s'accorder sur le fait qu'une société démocratique est fondamentalement plurielle, donc fortement hétérogénéisée. L'unité ponctuelle, le rassemblement conjoncturel des citoyens envers, contre ou au profit d'une cause ciblée, n'est pas et ne sera jamais la preuve d'une homogénéité structurelle dans une population entière.

Si tout esprit sensé s'accorde pour que le système encadre, réprime, contrôle strictement la délinquance d'une marginalité et la primauté d'une minorité, personne n'est d'accord pour que cet encadrement, répression ou contrôle sécuritaire, législatif, liberticide, affecte de manière consécutive la vie de l'ensemble des autres citoyens étrangers à ces faits ou situations. L'extension systémique et sa systématisation dans tous les domaines sont un véritable non-sens sociétal, dont les responsables par inaction et aveuglement sont les gouvernants, élus et parlementaires majoritaires qui se suivent et se ressemblent dans leur complicité systémique, leur allégeance conservatrice aux pouvoirs en place, leur dépendance financière et statutaire à l'État patron. On peut aussi dire que les citoyens qui les élisent sont également des complices indirects. Il n'y a rien de légitime sur le fond à ce qu'une minorité au pouvoir relevant principalement du vote entonnoir entrave la vie et l'existence d'une majorité absolue de concitoyens. La fuite en avant permanente et la surenchère partisane dans l'addition de mesures, lois et normes de nature à réduire de plus en plus le champ libertaire, et non la sagesse et lucidité à en faire la soustraction afin de fluidifier, aérer, oxygéner la citoyenneté, conduit tout droit à la complexification croissante et asphyxiante des sociétés modernes. Il suffit de comptabiliser

régulièrement toutes les entraves systémiques édictées pour « le bien des populations », pour se rendre compte que le système en place ne veut pas forcément le bien des citoyens qui ne cochent pas toutes les cases. C'est le cas notamment avec les normes économiques et écologiques liberticides, la traque et le racket routier inhibiteur, la fiscalité galopante et appauvrissante, les pratiques répressives récurrentes contre les manifestations de masse, le labyrinthe compliqué des exigences administratives, le marketing politique virtualisant la réalité, la communication de masse infantilissante, saturante, orientée, désinformante sur la vérité essentielle...

Le citoyen, meilleur ennemi du système et de lui-même

La fuite en avant sociétale sous l'égide des alternances politiques contribue à faire du citoyen « hors des clous » le meilleur ennemi des systèmes en place. Un ennemi intérieur lorsqu'il refuse d'adopter les règles de la systémisation dominante, un ennemi fratricide envers les autres citoyens assumant un rôle différent. C'est en cela que la justification de l'égalitarisme dogmatique est une escroquerie culturelle, une malhonnêteté intellectuelle, une déviance idéologique, tant que les conditions évolutionnaires et les avancées parfaitement démocratiques ne s'appliquent pas dans le quotidien de tous. C'est même le contraire lorsque s'imposent à tous la généralisation et l'indifférenciation sous le contrôle d'une autorité étatique dominante. En confondant en permanence la majorité relative avec la majorité absolue, l'influence des minorités agissantes face à la majorité silencieuse, la citoyenneté est une façon de contrôler l'humain dominé par l'humain dominant. C'est sans doute dans la représentation commune et officielle du citoyen et de la citoyenneté que se trouve le cœur de la problématique sociétale moderne. Tant que cette représentation est d'essence non évolutionnaire (conservatisme, régression, fondamentalisme, intégrisme...), qu'elle ne satisfait ni les attentes profondes ni la Demande explicite des individus-citoyens, qu'elle ne différencie pas les hommes entre eux ni les cas du réel, celle-ci est condamnée à rester forcément incorrecte, erronée, voire anachronique. Vouloir faire croire le contraire en habillant l'homme d'un costume bien propre et endimanché de citoyen systémisé ou nominal, à l'aise dans des conduites standardisées, le rôle de citoyen(ne) est condamné toute sa vie à participer à un jeu collectif plus ou moins artificiel, faux, manipulateur dans les idéaux, les discours, les raisonnements tenus. Un jeu sociétal qui dépasse la volonté de tous sans véritable maîtrise, en entretenant les apparences d'une citoyenneté prisonnière d'un présent imparfait et d'un horizon mensonger. On peut même affirmer en baissant le rideau des faux semblants que le destin des populations, voire celui de l'humanité tout entière, est de nature entropique, relève de la sottise humaine dans certaines cultures ou pire encore de la maladie de l'intelligence dans d'autres, à tout vouloir contrôler, orienter, diriger, expliquer, justifier, jusqu'à engendrer de grandes pertes de temps irrécupérables à ne pas pouvoir vivre sereinement et positivement à l'échelle historique comme à l'échelle des temps modernes et futurs.

La maltraitance constante de l'individu-citoyen

Si le principal ennemi du citoyen est le citoyen lui-même, c'est que l'homme et la femme derrière l'humain (individu) ne s'accordent pas toujours en eux-mêmes et entre eux. En supposant que la citoyenneté permette d'adoucir, sociabiliser, cadrer, les forces endogènes négatives du vivant, elle ne fait en réalité que les

déplacer sur d'autres terrains jugés moins primaires et barbares. La superposition du rôle artificiellement systémisé de citoyen (administré, contribuable, usager...) aux rôles naturels impartis à l'humain (être autonome, être conscient, être reproducteur, être productif/inventif/créatif, être sociable/adaptable...) engendre des dissonances cognitives, des divergences comportementales permanentes, tant que l'harmonie, la complicité entre les deux rôles n'est pas aboutie, durable et fiable. Il en découle 3 sortes de couplage individu/citoyen apportant des résultats différents :

Couplage par le bas : le forçage des 2 rôles s'effectue par le dirigisme, l'autoritarisme, la violence des méthodes utilisées, favorisant au final un ersatz de citoyenneté animé d'un profond découplage mental menant à toutes les formes de peur du plus fort et de soumission, d'insuffisance civique, de déviance et délinquance, d'immatunité, de premier degré, de conscientisation limitée, de 2D et binarité appliquée, de fausses certitudes, de croyances infantilissantes, de dénie et mensonge institutionnalisés...

Couplage intermédiaire : le conditionnement, le matriçage et le formatage s'effectuent de manière officielle (académisme, civisme, moralisation, ascenseur social, hiérarchie professionnelle, appartenance de classe...) façonnant tout un monde de médiocrité individuelle (non-aboutissement de soi, non-qualité attitudinaire, non-fiabilité comportementale, limite compétentielle et consciencielle...) et de médiocratie collective (classes sociales, pouvoir des riches sur les pauvres, élitisme statutaire et professionnel, corporatisme, technocratisation, plafond de verre, différentiel anormal de rémunération...) dont tout système abuse en le jugeant suffisant en l'état.

Couplage par le haut : la valorisation des initiatives individuelles et collectives, la motivation à s'affirmer seul(e) et en groupe, la positivité des comportements communs, conduit tout naturellement à élever le niveau de l'individu et celui de la citoyenneté, jusqu'à rechercher un état avancé de démocratie et de citoyenneté capable de supplanter la plupart des préceptes étatiques usuels et référentiels systémiques connus.

Il apparaît évident qu'aucun système classique n'a intérêt à hausser le niveau de la citoyenneté jusqu'à la rendre avancée, c'est-à-dire évolutionnaire sous l'angle démocratique. Rendre le citoyen aussi puissant que l'individu dans ses capacités d'affirmation de soi, dans ses potentiels d'aboutissement de soi, dans le qualitatif, la maîtrise et l'efficacité, serait pour le système dominant le début de la fin de son organisation conventionnelle, de sa propre survie et/ou la perte assurée de ses prérogatives de pouvoir et d'ascendant. C'est la raison pour laquelle les limites systémiques imposées au citoyen sont par nature liberticides et opposées à la légitimité naturelle des droits humains. Aussi limiter le couplage citoyen-individu à un niveau bas pour les systèmes totalitaires et à un niveau intermédiaire pour les systèmes dits démocratiques est le seul moyen de ne pas perdre leur raison d'être. C'est aussi la seule façon de conserver leur prédominance culturelle, économique, idéologique, religieuse, conservatrice, sécuritaire, intégriste, traditionaliste..., sur la société civile. C'est donc la raison pour laquelle l'avenir du citoyen lambda (suiveur, docile, passif, fataliste, verbeux, raisonneur, conservateur, lâche, prudent...) restera soumis longtemps encore à une maltraitance civilisée, technologisée et/ou politiquement subtile de la part des systèmes en place, comme de la part des autres concitoyens lambda.

Exemples de maltraitements sociétaux courants envers le citoyen lambda :

1. Supporter la permanence d'une combinaison de stress économiques,

financiers, bancaires, professionnels, administratifs, fiscaux, technologiques, informatiques, réseautiques, résidentiels, médiatiques, en tant qu'usager de la route, mettant le citoyen sous pression permanente pour rester dans les clous de la normalité.

2. Supporter la prépotence de certains citoyens du fait de leur rôle, de leur titre, de leur position dans la société civile, dans des rapports directs et indirects de dominance, de force, d'influence, obligeant soit à se taire, se soumettre, partir, s'opposer, ruser.

3. Être marqué bon ou mauvais citoyen, tracé en rouge ou noir, lorsque l'on est sorti ponctuellement des clous de la normalité (éducation, judiciaire, économie, argent, médiatique, professionnel...) en étant ensuite fiché, souvent de manière indélébile, dans un fichier policier, judiciaire, bancaire, social, professionnel, voire secret, rendant le parcours de vie beaucoup plus difficile.

4. Constaté une forme de promptitude à sanctionner, réprimer, culpabiliser, exclure, montrer du doigt, dès lors que l'on sort des clous, du politiquement correct, que l'on s'oppose aux représentants des services publics et des forces de l'ordre, même pour une cause juste.

5. Être régulièrement traité en anonyme, en invisible, en demandeur, en numéro sans aucun pouvoir, en tant qu'administré, allocataire, ressortissant, justiciable, résident, contribuable, impliquant de recommencer sans cesse le même parcours du combattant pour faire valoir ses droits.

6. Subir sans cesse le temps long administratif pour avoir des réponses précises et efficaces dans le traitement de son dossier, en devant supporter le bon vouloir des fonctionnaires et/ou celui de systèmes automatisés, sans n'avoir aucune prise sur son propre destin citoyen.

7. Être constamment ponctionné fiscalement, voire brusqué, culpabilisé, menacé, pour payer rapidement une échéance, une cotisation, des taxes, un impôt, alors que le règlement provenant des mêmes services, institutions ou organisations se fait attendre 5, 10, 20 fois plus longtemps.

8. S'exposer à des réactions violentes, critiques, répressives, de rejet, dès lors que l'on exprime une opinion contraire, que l'on manifeste une opposition, une revendication, un comportement contraire à l'ordre et aux règles établis.

9. Avoir l'impression constante d'être considéré par les forces de l'ordre et les services publics comme un déviant, un coupable, un délinquant potentiel, ou encore comme un éternel enfant, un assisté, un ignorant, un irresponsable, nécessitant d'être constamment remis sur le droit chemin.

10. Se sentir rapidement seul, lâché par les autorités, les notables, les influents, le voisinage, à l'occasion d'un reproche, d'une faute, d'une erreur, d'un échec, d'une rumeur, d'une information judiciaire, voire ne plus bénéficier d'aucune solidarité, entraide, bienveillance, humanité, jusqu'à l'exclusion du collectif.

11. Avoir souvent un portrait déformé, faussé, voire à charge, dans les cercles influents, le voisinage, les médias officiels, s'attachant plus aux détails négatifs et faits saillants, plutôt qu'à l'essentiel positif, en sautant allégrement de vastes pans de vérité ou de réalité pour ne considérer que celle qui fait mal, interpelle, mobilise l'intérêt sur le moment.

12. Devoir supporter et accepter la directivité du leader, l'autoritarisme du chef, la vision du président au sein de la plupart des entités collectives et publiques dans un rapport hiérarchique verticalisé paradoxalement éloigné du véritable égalitarisme horizontal.

13. Contribuer sans relâche, même contre son gré, son libre choix ou sa volonté, en tant que vache à lait que l'on traite et exploite sans relâche en matière de travail, de productivité, d'employabilité, de prélèvements sociaux, de taxation et d'imposition fiscale, de prix à payer de plus en plus élevés pour des services de

moins en moins qualitatifs (mais toujours avec des taxes associées), ainsi que par des obligations d'adhésion ici et là, par des dépenses contraintes également fiscalisées ou encore par une gestion bancaire, financière, monétaire, de plus en plus asservissante.

14. Endurer sans rien dire des contrôles administratifs effectués dans le dos du citoyen, être placé sous une surveillance constante dans de nombreuses activités de la vie quotidienne (traque routière, contrôle fiscal, évaluation financière, renseignement policier et sécuritaire...) via le recours aux nouvelles technologies, à l'intelligence artificielle (IA) aux datas et bases de données.

15. Être discriminé positivement ou négativement par son âge, son genre, son statut social, son niveau éducatif, sa fonction professionnelle, voire par son état de santé, sa couleur de peau, sa culture ou son pays d'origine, créant chez certains un non-sentiment d'appartenance et chez d'autres un fort sentiment d'appartenance.

16. Se heurter tout au long de la vie à de très nombreuses barrières à l'entrée dans la formation, l'entreprise, l'initiative, la hiérarchie, l'évolution sociale, l'accès à l'argent, la faisabilité de projet, l'acceptation communautaire ou collective, la conformation aux critères imposés.

17. Être soumis depuis l'âge de raison jusqu'à la fin de vie à une mentalité collective de médiocratie brillante (dans le meilleur des cas), à une atmosphère de culpabilisation de l'erreur et de l'échec, à la peur de déroger aux règles communes et se faire taper sur les doigts (sanction, amende, avertissement...), à une ambiance porteuse d'anxiété sur le scoring social, l'évaluation favorable ou défavorable, à l'inquiétude latente sur ses perspectives d'avenir, de rémunération et d'emploi...

18. Devoir appliquer sans broncher et de manière obligatoire les diktats sécuritaires sur la route, sanitaires, écologiques, économiques et/ou religieux, relevant d'une idéologie politique, d'une morale conservatrice stricte...

19. Être obligé de choisir son camp lors des votations alors que l'offre électorale est souvent limitée, téléguidée, en entonnoir et/ou en ne laissant pas d'autres alternatives que dire oui ou rien, d'accepter ou se taire, au risque alors d'être considéré comme mauvais citoyen, rebelle, insoumis, non-patriote et/ou être exclus du groupe.

20. Savoir que l'on a en permanence une épée de Damoclès au-dessus de soi si l'on ne suit pas le rythme imposé, que l'on a une laisse invisible, une bride sur le cou, qui se tend et resserre au fur et à mesure que de nouveaux progrès technologiques addictifs ou préimplantés s'insinuent dans la vie privée et intime et surtout, que le maillage législatif s'étroitesse année après année dans les droits utilisables et les libertés permises.

21. Il existe également bien d'autres formes de maltraitements publics, sociales, économiques, punitives et autres...

En résumé, on peut dire que la maltraitance du citoyen lambda est directement proportionnelle à la complexité et à la complication de la vie en collectivité, avec des trajectoires de vie de plus en plus fragilisées, aléatoires, malmenées, dures psychologiquement et/ou difficiles à vivre.

Être ou ne pas être dans la norme

La normalité est consubstantielle à la citoyenneté. Il ne peut y avoir de notion de citoyenneté ni de citoyen(ne) sans celle de normalité ou normalisme. Définir un état normal est très ambigu sachant que de tout temps et dans toute nation du

monde, les lignes jaunes de la normalité sont différentes les unes des autres, donc foncièrement relatives. L'ambiguïté de la normalité est un oxymore, faisant que tout ce qui ressort du normal n'est nullement assuré d'être dans le vrai, le juste, l'essentiel, le nécessaire, l'objectivité. En un mot, le normal est fondamentalement sujet à caution. Aussi, qu'est-ce qu'un citoyen normal sinon un citoyen systémisé à la base, matricé, formaté, endoctriné, conditionné, pour accepter ce dit, fait et veut le système et/ou le pouvoir en place ? Il est assez fou de voir comment la plupart des gens intelligents et éduqués se font facilement embarquer, influencer, contaminer, par les illusions de la communication et du marketing politique, par le discours commercial et sectaire (relatif aux sectes), par la pensée unique et la doxa du moment. Il semble que la normalité systémisée soit uniquement dans le fait de suivre un chemin étroit tracé d'avance, sans se demander si d'autres chemins plus larges, d'autres voies d'accès plus faciles, d'autres raccourcis plus efficaces, existent en parallèle. De ce point de vue, la normalité impose une sorte de ligne jaune continue d'essence binaire et directive dans la manière de séparer le bien du mal, l'acceptable de l'inacceptable, le faisable du non-faisable. Une limite intransigeante placée sous le glaive et le bouclier de la loi, de la règle, des usages communs. Il ne faut donc pas confondre la normalité légalisée avec la légitimité du naturel humain d'essence spontanée, authentique et relevant du libre fonctionnement du vivant, avec l'ensemble des codes, principes, méthodes, canons, doctrines, dogmes, règlements, habitudes et coutumes installées dans la gestion du collectif et de l'État. L'encadrement, l'encercllement artificiel du vivant, est le fondement même des référentiels de la normalité s'imposant dans toutes les expériences du vivant. Sous l'angle sociétal, cela traduit l'évidence que l'individu qui pense la loi, l'individu qui exécute la loi, l'individu qui vit au jour le jour la loi, sont tous quelque part encore immature, inabouti, non adulte en soi, pour vouloir ainsi se protéger artificiellement de leur propre impéritie comme des déficiences des autres.

Dans l'absolu, la véritable norme sociale, civique, comportementale, morale, devrait s'appliquer spontanément à partir du comportement exemplaire, affirmé, conscientisé++, positif, loyal, honnête, discerné, de chaque individu assumant son rôle de citoyen affirmé, indépendant et adulte. Il est clair que celui ou celle qui se réfère uniquement à la normalité systémisée ou mimétique n'est pas fondamentalement un individu-citoyen autonomisé, abouti, consciemment éveillé et/ou disposant d'un puissant discernement, mais plutôt celui ou celle qui stagne dans le politiquement correct, la psychorigidité, le suivisme docile et/ou une médiocratie plus ou moins brillante relevant du systémique et du nominal. Accepter intellectuellement que la vérité unique et incontestable justifiant le caractère impératif de la normalité provienne principalement du monde politique, religieux, académique, institutionnel, voire de ceux périphériques concernant les médias, l'industrie, l'économie, la finance, les sciences, les forces de l'ordre, est un non-sens sociétal d'autant plus pervers que la plupart de ces minorités influentes de citoyens et/ou aux manettes du pouvoir sont presque tous issus des mêmes moules éducatifs, culturels, voire idéologiques. La ligne directrice de la norme est donc déjà fondamentalement préformatée mentalement aussi bien dans son exigence, dans sa conception, que dans son acceptation. Dès lors, à chaque fois que l'on assiste à une déclaration et/ou une prise de position directive sur le sujet notamment en provenance des parlementaires, des gouvernants, des élus et autres personnalités du moment, il faut se demander quel est leur rapport étroit aux systèmes en place (rémunération, emploi, statut, titre, avantages, privilèges, conditions favorables...). La production de normes (comme de lois, décrets, mesures...) est loin d'être anodine tant les intérêts cachés, particuliers,

tactiques ou stratégiques à court, moyen ou long terme sont généralement importants. Il faut également considérer que toute affirmation solennelle et officielle aujourd'hui sur ce type de sujet ne soit contredite demain par une réalité contraire, une inversion à 180°, des pratiques différentes dans d'autres pays. Si l'on constate souvent que la parole publique n'est pas toujours crédible, transparente ni honnête sur le fond, comment alors être crédible soi-même en tant que citoyen en reprenant *in extenso* ce qui est dit et/ou partager de fausses certitudes entraînant de faux jugements ?

Le rapport existentiel à la normalité

Il existe une bonne normalité et une mauvaise normalité. La bonne normalité est celle qui s'impose dans l'évidence de la qualité, de l'efficacité, de la fluidité, de l'entraide active et motivante pour ceux qui n'arrivent pas à atteindre facilement leurs buts, tout en permettant le libre exercice discerné et approuvé des droits, des libertés, des devoirs nécessaires. La mauvaise normalité est celle qui impose des charges mentales, des charges financières, des exigences techniques à supporter pas forcément nécessaires. C'est aussi celle qui repose sur la prudence excessive, la peur du risque, la non-maîtrise des situations. C'est aussi celle qui implique des mesures de filtrage, de contrôle, de droit de passage ou d'usage, une permissivité placée sous condition léonine ou drastique, voire une interdiction pure et simple. S'habituer à la mauvaise normalité contribue à plomber la citoyenneté en favorisant 3 types de conséquences :

- . Le formatage mental produisant des réponses stéréotypées pour des actions, activités, formes d'expression, allant dans le sens du politiquement correct du moment ; la pratique habituelle d'usages passésistes ou conservateurs ; des attitudes conformes aux attendus moraux et comportementaux voulus par l'ordre dominant ; l'obtention forcée d'un résultat intermédiaire à atteindre et non celui souhaité.

- . Une méthode de gestion des masses fondée sur le traitement radical des dérives, des écarts, des dissonances, des transgressions, des déviances, des contestations, du non-suivisme docile, de la désobéissance ponctuelle ou civile (hors actes caractérisés de délinquance, tromperie, escroquerie, vol, dol, violence sur les biens et personnes...).

- . La stigmatisation des conséquences provenant des accidents et aléas de la vie privée, sociale, professionnelle, d'erreurs commises par inadvertance, d'échecs subis involontairement, de déboires financiers ou économiques résultant des conditions de vie subies.

Les raisons profondes de la normalité

La normalité est un fondement majeur de la citoyenneté. On s'aperçoit dans la réalité de la normalisation que celle-ci est majoritairement imposée et/ou non voulue au départ par la plupart des obligés (individus, citoyens, entités morales) qui l'appliquent ensuite plus par la contrainte légale, la peur de la sanction, le stress d'être pris en défaut, la culpabilité de la faute, la critique publique ou médiatique de ne pas être dans les clous et/ou de ce que font les autres, de ce qu'attend le système de soi, que par une profonde conviction. Si la norme, le normal, la normalité, la normalisation, procèdent généralement d'une intention de départ considérée comme bonne, c'est souvent la mise en application concrète, les restrictions et les orientations liées à l'intervention des personnels chargés de l'appliquer, la mentalité dominante résultant du formatage systémique, le 2D du

raisonnement capable de justifier tout et n'importe quoi, qui faussent, courbent, déprécient, métastasent, les idéaux de départ. Sous l'angle de la légitimisation systémique, quels sont les principaux apports de la normalité dans la vie collective ?

- . Fournir des consignes, procédures, méthodes, permettant d'atteindre de manière identique par tous le même résultat et/ou objectif, sans que celui-ci soit forcément le plus efficient.
- . Appliquer les principes de l'égalité dogmatique entre tous les citoyens dans le but d'unifier la même lecture de la permissivité et de l'interdiction.
- . Eviter toute forme d'interprétation d'une pratique, d'un usage, d'un droit, d'une habilitation, d'un champ libertaire, afin d'éviter la confusion des genres, la multiplicité des raisonnements et jugements portés.
- . Protéger toute entité officielle, organisation vitale, système dominant, de déstabilisation, d'interférences, d'attaques, qui ne soient maîtrisées par des contremesures adéquates.
- . Créer un monde parfait, sur mesure, prévisible, où tout est son contrôle, tout est encadré, sous surveillance, voire soumis à l'autocensure et l'autodiscipline.
- . Améliorer la qualité intrinsèque des produits et services, la conformité des processus, afin d'éviter les problèmes, les affaires, les complications ultérieures.
- . Justifier *a posteriori* la légitimité des mesures légales, des méthodes publiques utilisées, fussent-elles inadaptées, dures, injustes.
- . Croire « dur comme fer » que l'égalitarisme normatif et devant la loi rend les gens plus rassurés, plus heureux, plus en harmonie, plus homogènes entre eux.
- . Lisser et uniformiser les comportements sociaux pour éviter les dérapages, détecter les déviances, empêcher les discriminations, réduire les malfaçons et mauvaises conduites.
- . Faciliter la vie de tous et de chacun au quotidien par la standardisation des pratiques, le mimétisme et l'exemplarité des comportements.
- . Favoriser artificiellement un sentiment d'appartenance au collectif en faisant machinalement les mêmes choses que les autres, comme en subissant les mêmes contraintes.
- . Établir des barrières à l'entrée et à la sortie pour mieux contrôler les insuffisances, les différences, les erreurs, les fautes, les manquements
- . Assainir les pratiques douteuses, préjudiciables, non acceptables, d'un point de vue sécuritaire, sanitaire, moral, pratique, technique...
- . Simplifier le traitement des décisions et des procédures publiques, ainsi que faciliter les raisons invoquées, les explications données en 2D et/ou relevant du causalisme primaire.
- . Dompter, dociliser, voire aseptiser, les relations humaines afin d'éviter que ne se manifestent sans cesse les mêmes pulsions et/ou comportements jugés négatifs ou inappropriés.
- . Fixer des limites d'application et d'implication du citoyen afin d'éviter un éparpillement, une dispersion des pratiques pouvant exposer à des risques, des sanctions, des critiques, des exclusions...
- . Renforcer, légitimer et faciliter le travail des agents et fonctionnaires des services publics, des forces de l'ordre, des institutions d'État.
- . Établir des lignes infranchissables entre le peuple, l'administration centrale, les tenants du pouvoir, dans la manière de gérer, manager, organiser, la vie publique et collective
- . Maintenir en l'état les différentiels de classes sociales, de catégories

socioprofessionnelles, de hiérarchisation et subordination, de rôle entre la dimension publique et privée, entre les dominants d'un côté et l'ensemble des autres acteurs, sous prétexte que tout le monde subit à sa manière les mêmes règles, contraintes et obligations.

Les effets subis de la normalité

Sous l'angle du verso de la normalité vécu par l'individu-citoyen, quels sont les principaux effets induits devant faire réfléchir les législateurs et les promoteurs d'idées en technocratie ?

- . Sentiment d'exister vraiment dans sa vie privée et intime qu'en luttant contre les standards, les normes sociales, les inflexions comportementales, la pression du milieu et des autres, contre tous les contextes d'indifférenciation et de dépersonnalisation.
- . Perte de sens existentiel d'être un homme, une femme ou un genre spécifique, en ne pouvant plus revendiquer une unicité, un libre arbitre, une capacité d'autonomisation.
- . Coupe-volonté à ne plus pouvoir décider par soi-même, choisir, décider selon son discernement, sa lucidité, sa conscience.
- . Réduction notable du champ des droits humains, des libertés légitimes, des attentes intimes, aussi bien en nombre qu'en intensité et fréquence.
- . Stress omniprésent générateur d'une insatisfaction chronique à ne pas pouvoir accomplir pleinement certains besoins dominants ou non.
- . Sentiment de vivre dans un quotidien social et civique peuplé de devoirs, contraintes, obligations, servitudes, astreintes, entraves, obstacles.
- . Accumulation de murs de pierres et de verre rendant la vie privée et professionnelle difficile, compliquée, incertaine, problématique.
- . Négation des différences innées et des compétences acquises en poussant à la concurrence avec les autres, voire à la compétition et l'affrontement pour être le premier, le plus fort, le meilleur, sur le même terrain encadré, limité, surveillé.
- . Fragilisation psychologique devant l'imprévu, l'inconnu, les aléas de la vie, par un recours excessif à la prudence, la délégation à autrui, avec une perte de réflexes de survie.
- . État de dépendance plus fort à l'offre globale, tendance à l'assistanat collectif ou étatique, dominance des besoins de sécurité, d'identification, d'assimilation, d'appartenance, de reconnaissance, de légitimation.
- . Perte du pur esprit d'initiative, d'exploration, d'aventure, de maîtrise du risque, d'audace dans le fait d'oser autrement, ailleurs ou autre chose.
- . Autolimitation dans l'affirmation de soi, la réalisation de soi, l'épanouissement de soi, le dépassement de soi.
- . Difficulté à se lâcher complètement en étant toujours sur ses gardes, méfiant, retenu, dans l'usage du principe de précaution.
- . Dictature de la morale, des interdits, des tabous, de l'intolérance, de la mode, de la copie, comme modèle de vie personnelle et collective.
- . Réflexe de soumission devant l'autorité, le pouvoir politique et/ou devant celui qui possède l'argent ou celui qui permet l'accès aux affaires.
- . Complexification des parcours administratifs et professionnels avec le sentiment d'être constamment prisonnier d'un système fermé, d'un rôle secondaire, infériorisé, non ou mal reconnu.

Être bon ou mauvais citoyen, bon ou mauvais humain

Il est dommage que la merveilleuse machine humaine soit constamment tirée vers le bas de ses potentiels du fait de son rôle de citoyen soumis aux règles limitatives des systèmes en place. En matière de respect de la normalité, on ne peut séparer l'humain du citoyen et vice versa. La première question à se poser est donc de savoir si la transgression de la norme commune résulte d'une mauvaise citoyenneté ou d'un mauvais comportement humain. Autrement dit, est-ce que c'est le citoyen ou l'humain qui est doit être jugé responsable, fautif, hors des clous, en matière de non-respect de la norme collective ? En fait, le rôle de citoyen est obligatoirement couplé à l'impulsion humaine. Si le citoyen est devant, l'humain est forcément derrière et si l'humain est devant, le citoyen court derrière. D'une certaine manière, on peut établir le rapport source à la citoyenneté à partir de 4 binômes citoyen/humain allant du pire au plus judicieux :

. Binôme mauvais citoyen et mauvais humain : C'est le pire binôme qui soit, prouvant que le modèle politique, économique, culturel, idéologique et/ou religieux est fondamentalement obsolète, anachronique, archaïque, barbare, inopérant. Le citoyen est majoritairement acrimonieux, manipulateur, désimpliqué, non motivé et/ou non fiable avec un comportement relativement rustique, focalisé, placé sous 2D négatif, voire agressif, violent, intolérant, rigide sur de nombreux points. On retrouve ce binôme dans tous les systèmes barbares, non démocratiques, non éduqués, primaires.

. Binôme bon citoyen et mauvais humain : Ce binôme est endémique, c'est-à-dire constant, habituel, chronique, dans la plupart des sociétés modernes. Il résulte d'un matricage fortement binarisé à partir de moules culturels, moraux et idéologiques directifs favorisant un comportement social fondé sur les apparences de la sociabilité, en faisant prévaloir l'obéissance, la discipline, la soumission, le suivisme, le conformisme, le grégarisme mimétique, la standardisation en tout. Autant de comportements et d'attitudes conduisant à castrer le vivant à la source de son fonctionnement naturel, à le brider dans l'accomplissement de ses capacités et potentiels, à le frustrer et à insatisfaire un grand nombre de besoins vitaux. Ce binôme privilégie nettement les apparences de l'adhésion, de l'homogénéité, de l'ordre en société, ainsi que la surface visible de la normalité dans les pratiques, les usages, les rapports sociaux, quitte à maltraiter les attentes intimes de l'humain.

. Binôme mauvais citoyen et bon humain : C'est paradoxalement un bon binôme existentiel et sociétal, dès lors que l'essentiel pour l'individu consiste à produire à la source de ses actes et comportements de la positivité, de la tolérance, de la bienveillance, de la compétence, de la productivité, de la contribution utile, de la qualité morale, de l'intégrité. Pourtant, il est observable que tout mauvais système tend à réprimer, sanctionner le bon humain, dès lors que celui-ci ne se conforme pas aux consignes officielles ou à celles de l'autorité, ne donne pas de gages de loyauté inconditionnelle au système et/ou ne manifeste pas de signes probants de bonne citoyenneté dans le politiquement correct. Il s'ensuit alors une forme d'exclusion partielle ou totale en le marginalisant, en ne lui donnant pas la parole, en le discréditant, en le sanctionnant, en le discriminant, jusqu'à le rendre involontairement déviant et délinquant ou volontairement opposant et rebelle.

. Binôme bon citoyen et bon humain : C'est le meilleur binôme qui soit dès lors que les valeurs morales, mentales et comportementales de référence, ainsi que les pratiques appliquées sur le terrain du quotidien, associent la fiabilité du rôle de citoyen dans le social et le collectif et la fiabilité humaine dans le

relationnel, la compétence et le jugement. Les conséquences sont forcément positives pour l'individu, la collectivité et la nation, en conduisant tout droit vers un avenir démocratique plus avancé et une citoyenneté en avance.

Raison et virtualité dans le rapport à la citoyenneté

En fait, la plupart des hommes et des femmes impliqués dans les instances publiques, parapubliques et entités économiquement associées ou dépendantes, ne sont pas prêts à affronter psychologiquement, intellectuellement, culturellement, la remise en cause de leurs idéaux de citoyenneté, comme d'ailleurs ceux concernant l'idée de démocratie. La déformation cognitive et/ou l'altération conscientielle dans la représentation de la citoyenneté parmi les personnels hautement systémisés (services publics, forces sécuritaires et armées, principales institutions, formations supérieures, grands groupes, grands médias, entités conseils...) ne peut s'éliminer d'elle-même tant que ceux-ci pensent être eux-mêmes un modèle du genre, des défenseurs de la légalité, des missionnaires de la « bonne » pensée dominante. On ne rejette pas aisément un modèle de société qui vous a matricé et formé depuis le plus jeune âge, puis accueilli, valorisé, rémunéré dans la vie professionnelle, donné un titre et un statut social, une raison d'être dans la vie. L'idée de normalité provient presque toujours des strates dirigeantes, élitistes, politiques, et non du peuple lui-même. Les ressorts de dominance provenant du pouvoir sont majoritaires en la matière et se justifient généralement par des raisons de nature organisationnelle, politique, idéologique, écologique, religieuse, corporatiste, technocratique, voire purement technique. Les acteurs économiques, financiers et des affaires jouent également un rôle pour défendre spécifiquement leurs propres intérêts. De ce point de vue, les fondements de la normalité sont plus défensifs qu'offensifs, conservateurs qu'évolutionnaires, stratégiques et tactiques dans le contrôle, la distance hiérarchique, le rapport de force entre les entités, les individus et les citoyens.

La normalisation justifiant l'égalitarisme entre citoyens n'est en fait qu'une construction mentale provenant de l'esprit de certains citoyens contre celui d'autres citoyens. Elle intègre à la fois l'idée que l'on a de soi, la nécessité d'agir ainsi dans un monde placé sous le contrôle des siens ou d'apparentés, ainsi que la représentation idéalisée de son propre milieu d'appartenance. La normalité n'est pas conçue à la source pour le bonheur des autres, mais d'abord pour protéger et sécuriser son propre espace vital. Elle relève le plus souvent d'une vision hyper focalisée relevant de la radicalité et du pragmatisme étroit, ou au contraire, d'une amplification par l'imaginaire, l'idéalisation, voire l'émotionnel. L'orientation conjointe de la raison et de l'imaginaire est la matrice de la normalisation, du sentiment d'être normal ou pas. C'est toujours à partir d'une forte subjectivité humaine, voire d'une crédulité à croire, que se développent toutes les idéologies politiques, religieuses, sectaires, humanistes, écologiques, conservatrices... Croire que l'on est dans le vrai et/ou que son système d'appartenance ou dominant détient la vérité, sont des constantes dans la virtualisation de la réalité. Il en résulte une conviction profonde que ce que je sais ou ce que disent mes pairs, ce que je pratique ou fait la hiérarchie, ce que je dis ou pense l'autorité de tutelle, est la seule normalité valable, celle qui doit s'appliquer obligatoirement aux autres. En d'autres termes, la raison subjectivée comme la croyance, la virtualisation ou l'idéalisation placée sous l'emprise et/ou l'influence d'une hiérarchisation dominante, est à l'origine de la normalité. Une dimension hyper relative malgré le recto de la précision des aspects techniques et la logique des

mots utilisés, et surtout le verso sous-jacent d'une vision du monde imaginée pour soi, la société, les autres citoyens. Il est ainsi possible de dire que la raison mythifiée, endoctrinée, conditionnée, façonnée, est le parfait allié de l'imaginaire chez les mêmes individus et que les deux réunis réussissent à justifier la relation étroite entre normalité et citoyenneté.

Pour une néocitoyenneté

Alors que le caractère faussement homogène d'une citoyenneté archétypale est compréhensible dans la gestion indifférenciée et directive des masses, tant que celles-ci sont peu éduquées, peu informées, fortement dépendantes psychologiquement et financièrement de la collectivité ou de l'État, il arrive un moment où il faut passer au stade supérieur. Ce moment est arrivé depuis la fin du XX^e siècle, mais pas encore réalisé dans de nombreux pays. Il est pourtant clair que plus l'éducation, la formation et l'information sont libératrices des croyances, des mythes, des manipulations primaires, et plus l'individu tend à dépasser largement le rôle de citoyen conventionnel. L'écart entre une comportementale naturelle devenant de plus en plus fluide, efficiente et discernée en privée et celle plus figée, plus formatée et standardisée dans la sphère sociale et professionnelle, implique un rattrapage de la seconde et non un rabaissement ou encadrement de la première, comme c'est trop souvent le cas dans toutes les non-démocraties et la plupart des démocraties intermédiaires. En considérant le fait objectif qu'une grande majorité d'individus bénéficie largement des progrès de la modernité en leur permettant potentiellement de devenir plus autonomes, mieux éduqués, mieux informés, plus compétents, plus discernés, on observe néanmoins que les comportements et la mentalité d'un grand nombre d'entre eux stagnent sous l'effet des moules socioculturels et modèles de citoyenneté imposés. Ces forçages sociétaux obligent les plus affirmés et rebelles à sortir des forces centrifuges et inhibitrices caractérisant ces modèles normatifs.

De plus en plus, être normal c'est sortir de la normalité imposée, c'est-à-dire laisser parler son intime conviction, ses capacités, son discernement, sa volonté, ses talents, ses désirs d'accomplissement. Il s'agit d'une certaine manière de s'éloigner du mode de vie de la plupart des normés qui se croient normaux, en accordant une importance décisive à l'individu nature et intime en soi plus qu'aux habits endimanchés et standardisés du citoyen irréprochable que l'on doit être. Pour s'extraire de la normalité imposée, la première piste suivie est celle de l'individualisme, de l'égoïsme, de l'égoïsme, impliquant mécaniquement une distanciation avec les autres généralement couplée à une plus grande prédation au sein de son propre environnement et/ou milieu de vie, via les attributs de l'argent, les affaires et activités commerciales menées, les avantages et privilèges à retirer dans ses différentes activités. La seconde piste soft de « décitoyenneté » est une rupture volontaire avec tous les modes de vie conventionnels et stéréotypés, allant du gothisme au nihilisme, des usages passés et traditionnels à des conditions de vie plus simples, plus rustiques, plus indépendantistes. La troisième piste, la plus évoluée, consiste à miser sur la différenciation coopérative en contribuant activement au collectif par des voies différentes, sans se plier pour autant à tous les standards du moment, à toutes les règles communes.

S'affranchir des règles inadaptées

Par principe, tous les citoyens modernes doivent avoir accès à une Citoyenneté de

droit par opposition à l'État de droit, à une différenciation légitime et positive, non à une indifférenciation légale ou dogmatique. Le retour aux vrais fondamentaux civilisationnels, voire christiques pour un certain nombre de sociétés occidentales, est que l'humain doit toujours passer en premier sous l'angle du relationnel positif envers autrui, bien avant toute forme de soumission ou d'inféodation aux règles décidées par les régimes et les systèmes en place. En matière de néocitoyenneté fortement humanisée (c'est-à-dire avancée), ce n'est pas le suivisme, l'obéissance inconditionnelle, ni la docilité en mode collectif qui doivent être loués, mais tout ce qui traduit, au contraire, le rapport à des qualités comportementales spontanément positives, affirmées, tolérantes, discernées, actives, proactives, engagées, compétentes. De ce point de vue, la plupart des normes sociétales imposées au fil des siècles sont devenues des antinomies parfaites de ce qui devrait « normalement » être. Dans l'absolu, ce ne sont pas les dispositions innées (force, beauté, intelligence, résistance...), les capacités labellisées par des diplômes académiques et autres rôles, titres et statuts dits supérieurs, qui représentent le mieux la citoyenneté idéale. La véritable citoyenneté est celle qui vient du cœur et des tripes, de l'intelligence relationnelle, dans tout ce qui est coopératif, solidaire, contributif, utile, constructif, positif. Aussi revenir à la source d'une citoyenneté souhaitable (néocitoyenneté), c'est étalonner non pas le **rôle du citoyen** uniquement en fonction des critères du système (non-casier judiciaire, participation au vote, contribuable exemplaire, strict respect des lois, codes et règles...), mais aussi et surtout en tenant compte de sa **contribution citoyenne** effective (prise d'initiative notable, solidarité, entraide, apport concret à la collectivité, acte de courage, savoir-vivre avec les autres...).

Pourquoi pas une référence aux arts martiaux ?

Passer d'une citoyenneté obéissante, politiquement correcte et bien-pensante en surface du comportement, à une citoyenneté plus avancée sur le fond humain, suppose de revoir la plupart des méthodes éducatives, civiques, sélectives, normatives et légales. L'esprit de la néocitoyenneté pourrait utiliser avantageusement l'état d'esprit et les règles en vigueur dans les arts martiaux alliant la symbiose parfaite entre le corps et l'esprit, entre l'efficacité et la sérénité, entre la capacité d'autodéfense et la solidarité aux plus faibles, entre la loyauté et l'équité, les devoirs et efforts à accomplir. Pourquoi ne pas envisager une néocitoyenneté progressive supposant un passage initiatique dès le plus jeune âge (ceinture blanche à orange) associé ensuite à une gradation supérieure (verte à noire plusieurs Dan) accordant progressivement une capacité à s'autonomiser dans le champ le plus large de droits et de libertés, sous condition de respecter, par exemple, l'ensemble des valeurs évolutionnaires. En cas de non-respect alarmant ou récidiviste de ces valeurs, l'individu redescend de niveau par le jugement de ses pairs, voire par la rigueur de la loi. Tout devient alors beaucoup plus équitable pour chaque individu. L'intérêt de ce type de comparaison entre citoyenneté et arts martiaux permet de mieux comprendre la part de vide humaniste dans la systématisation de la citoyenneté. Un vide comprenant notamment une absence de légitimisation ne permettant pas d'intégrer dans le rôle de citoyen l'intention-source (attente, besoin) ni l'ensemble des apports spontanés en matière de contribution active, positive et/ou utile, au rythme et au style de chacun. Il s'agit-là d'une sorte de vacuité sur le fond conceptuel et compétentiel comblée principalement par un bloc idéologique agrégeant l'égalitarisme dogmatique avec l'uniformité, l'indifférenciation avec la standardisation et l'homogénéité virtuelle. Le contrat social justifiant la citoyenneté s'éloigne autant de la réalité intime vécue par l'individu que de ses

capacités de maîtrise dans sa manière d'appréhender la réalité, sauf dans la dimension professionnelle et économique. La sociabilité par les codes du savoir-vivre ensemble, la discipline, l'obéissance, l'ardeur au travail, le paiement régulier des taxes et impôts suffisent, alors que chaque individu dispose de bien d'autres potentiels à exploiter. On constate même la négation d'une évidence universelle constatant qu'il existe partout des comportements humains très différents en qualité et pertinence d'un individu à l'autre et que ceux-ci peuvent être hautement positifs, responsables, compétents, démocratiques, sans devoir passer par une seule manière de faire fusse-t-elle efficace. En résumé, l'esprit de la citoyenneté systémisée est quasiment à l'opposé de l'esprit fondateur des arts martiaux.

Dans une société dite intelligente, comment accepter que le bon citoyen sous l'angle collectif ou étatique soit uniquement celui qui paie normalement ses impôts, tout en pouvant se montrer ignoble dans son relationnel aux autres ? Comment croire aux vertus de la citoyenneté lorsque derrière les apparences sociales et/ou d'image politiquement correcte, se pratiquent des ruses, des manipulations, des déviations, des perversités cachées, abusant de la crédulité, de l'ignorance ou de la faiblesse des autres ? Alors que la qualification dans la maîtrise et l'état d'esprit se mérite pleinement dans les arts martiaux en partant au départ de la ceinture blanche pour atteindre une hypothétique 12^{ème} Dan, pourquoi n'en serait-il pas de même dans la citoyenneté humanisée (néocitoyenneté), alors que celle-ci scelle en grande partie le destin inabouti ou épanoui, le bien-être ou le stress permanent, des hommes et des femmes modernes ? Tout le monde a pu constater le décalage important entre un statut, une fonction ou un titre et la contribution citoyenne réelle. Par exemple, on peut sortir diplômé(e) d'une grande école et n'avoir qu'une ceinture jaune en matière de contribution citoyenne effective. On peut avoir été cancre à l'école et obtenir une ceinture noire dans l'efficacité contributive et relationnelle. Qu'est-ce qui justifie alors que le premier cas soit par principe l'égal du second cas en matière de citoyenneté, donc d'usage des mêmes droits, libertés et devoirs subséquents ? Ce simple comparatif permet de prendre conscience que le véritable rapport à la citoyenneté n'est pas seulement de l'ordre du vote, de la discipline ou du bon respect des lois, mais ressort pleinement d'un comportement global et habituel positif et qualifié. S'il est évident qu'un seuil identique de droits citoyens soit accessible à tout le monde et à tout moment, cela n'empêche pas d'accorder des plus-values citoyennes à ceux et celles qui le méritent pleinement. Un mérite qui n'a plus rien à voir avec le statut social, académique, professionnel, mais qui se construit et s'entretient sans cesse à partir de valeurs fortes de références, notamment évolutionnaires. Dans une citoyenneté avancée, mieux vaut un mérite fondé sur le qualitatif comportemental, la véritable maîtrise compétentielle et le respect des autres, qu'un mérite ressortant de l'argent, de l'héritage, d'un système de notation académique, d'un titre hiérarchique dont on ne sait pas comment il a été obtenu dans l'anonymat des rapports plus ou moins négatifs avec les autres.

Exemples opposant citoyenneté classique et néocitoyenneté

Pour prendre conscience de la marge de progression possible en matière de citoyenneté, il suffit d'une dizaine d'exemples opposant les limites structurelles actuelles à d'autres engagements possibles :

1. Au lieu d'imposer à tous, compétent ou peu compétent, les mêmes règles de fonctionnement entraînant forcément un lissage comportemental relativement bas

ou médiocre par manque de motivation et d'intérêt pratique à s'améliorer, **mieux vaut** s'engager dans l'effort motivant, le perfectionnement et la maîtrise du risque, actualiser constamment ses connaissances, s'autoriser des pratiques différenciées sous condition de discernement, d'autodiscipline, d'esprit de responsabilité, de reconnaissance et valorisation.

2. **Au lieu de pratiquer** un traitement binarisé sous forme de causalisme primaire et/ou dans un cadre indifférencié généralisé sous prétexte d'égalité dogmatique, **mieux vaut** privilégier le sourcing causal individualisé, ainsi que le bilan différencié de type actif/passif considérant que l'on ne peut détacher les raisons d'un acte de sa source mentale et psychologique.

3. **Au lieu de prioriser** et valoriser les individus, les projets, les décisions en fonction de la notoriété, du diplôme, du statut, du rang, du titre, du niveau hiérarchique, **mieux vaut** miser majoritairement sur les qualités, les agilités et les talents individuels lorsque ceux-ci sont constants, positifs, constructifs, contributifs, objectivement utiles aux autres.

4. **Au lieu d'agrandir** sans cesse le maillage législatif et normatif, d'imposer à tous une somme incroyable de lois, règles et procédures à suivre et subir, **mieux vaut** soumettre les excès et les abus de certains au principe simple, pur et dur de réciprocité, surtout en cas de récidive et multirécidive.

5. **Au lieu de cloisonner** le droit dans un espace géographique donné (territoire, nation, fédération...) créant d'évidentes contradictions judiciaires et légales d'un pays à l'autre, **mieux vaut** proposer à côté de l'existant national utilisable par défaut une alternative « universelle » optionnelle conçue à partir d'un modèle de **citoyenneté avancée ou de citoyen du monde** valable partout de la même manière, à tout moment.

6. **Au lieu de légiférer** par le bas en réduisant régulièrement les droits et les libertés légitimes de tous afin de contrecarrer les comportements déviants d'une minorité nuisible et/ou protéger les plus faibles et les plus fragiles, **mieux vaut** légiférer par le haut en offrant des perspectives gratifiantes, stimulantes (récompense, motivation, exercice de plein droit...) pour tous ceux et celles qui se montrent constructifs, utiles, exemplaires en matière de comportement et de contribution citoyenne.

7. **Au lieu d'assortir** toute obligation d'État ou collective d'une sanction, d'une critique, d'une culpabilisation, en cas de non-respect ou d'échec formel (méthode coercitive), **mieux vaut** coupler à chaque fois l'obligation de faire et d'accomplir d'une contrepartie bienveillante, positive et motivante visant à améliorer et qualifier sur le fond le comportement et/ou favoriser le principe du « bien-faisant » (propreté et motivation dans l'engagement).

8. **Au lieu de limiter** le champ d'action et d'expression des libertés citoyennes, de surveiller en permanence le citoyen, de le taxer à tout bout de champ, de le contenir et le retenir par principe prudentiel, **mieux vaut** lui accorder un maximum de latitude dans la liberté d'initiative, favoriser une diversité d'expérimentations, des compétences multiples, la maîtrise du risque en situation terrain, le passage à l'acte affirmé, l'estime de soi, l'information utile, l'autodiscipline, la coopération, afin qu'en retour il puisse produire tout naturellement du bien-être, du savoir-être, du savoir-faire, du savoir-agir, du savoir-vivre.

9. **Au lieu d'assujettir** les comportements sociaux au respect aveugle et rigide de la loi, de la règle, de la procédure directive, impliquant obéissance, suivisme, passivité, peur, allégeance au pouvoir, **mieux vaut** favoriser l'action affirmée et positive (discernée, saine, réfléchie, précise, enrichie) en respectant l'intelligence des individus, l'intelligence relationnelle, l'intelligence collective.

10. **Au lieu de miser** sur les ressorts de la peur, de la sanction, du bâton, de la

culpabilisation, de l'infantilisation, de la moralisation, de la dramatisation, de l'exclusion..., comme méthode de pression, d'imposition, de domination, **mieux vaut** miser sur la franchise, l'esprit de responsabilité, la confiance en soi, la valorisation, la conscientisation éclairée, jusqu'à preuve du contraire naturellement.

Exemples de postures positives pour le néocitoyen

Il faut un grand courage pour faire l'effort de sortir d'un univers connu, familier et habituel, même si l'on sait que celui-ci est perclus de pratiques systémiques contestables, inhibitrices, entropiques, mais jugées suffisamment sécurisantes et réconfortantes face à l'inconnu (*Opus 3 Franchir les Murs de Verre - Editions Men3 - 2012*). La 1^{re} étape majeure pour s'affranchir d'un état de dépendance consiste à utiliser pour soi-même certains leviers d'influence comme :

- . La Force de l'information et du savoir
- . La Force de la compétence et de la maîtrise
- . La Force du discernement et du libre arbitre
- . La Force de la synthèse et de la globalisation
- . La Force de proposition, d'inventivité et de créativité
- . La Force du passage à l'acte et de la proactivité
- . La Force de l'autonomie et de l'affirmation de soi
- . La Force mentale de résistance et d'engagement

La 2^{ème} étape majeure nécessite d'appliquer dans son quotidien et son relationnel l'ensemble des 34 valeurs évolutionnaires (voir Hastag #14) :

Affirmation de soi – Autodiscipline – Challenge (esprit de) – Conscience globale – Contribution utile – Courage – Dignité – Différenciation – Discernement – Droits & Libertés – Effort positif – Engagement – Équité – Honnêteté intellectuelle – Intégrité – Légitimité – Libre arbitre – Loyauté – Maîtrise du risque – Offensivité – Opportunisation maximale – Ouverture d'esprit – Partage – Proactivité – Probité – Réciprocité (esprit de) – Relationnel positif – Résistance (faire acte de) – Respect de soi – Respect des autres – Responsabilité (esprit de) – Sourcing causal – Tolérance – Valeurs (sens des)

La 3^{ème} étape majeure nécessite d'imposer aux élus et leaders politiques des changements dans la manière de conduire la nation (*Opus 2 et 4 Franchir les Murs de Verre - Editions Men3 - 2012*) en impulsant avec détermination et exigence une feuille de route comprenant des mesures évolutionnaires en matière de néocitoyenneté et démocratie avancée :

- . Changer régulièrement les têtes aux manettes de la société grâce à un turnover régulier avec limitation à 3 mandats maximum au total des fonctions publiques exercées afin d'éviter la professionnalisation dans le monde électif et politique.
- . Élaboration de programmiques «transpartis» politiques, pluridécennales et/ou décennales comprenant les 100, 500 ou x mesures à réaliser en priorité sous l'angle national, régional et/ou local, avec la participation d'au moins 50% de citoyens apolitiques, anonymes, tirés au sort ou volontaires.
- . Préférence du choix citoyen majoritaire légitime, même non officiel ou encadré par les pouvoirs publics, à la place des décisions provenant des votes entonnoirs ou godillots issus de la représentation parlementaire nationale ou d'élus territoriaux.
- . Création d'un IHEPC (Institut des Hautes Études de Promotion Citoyenne) destiné à former, éduquer, responsabiliser les futurs élus citoyens et ceux

- participant à des missions ou mandats d'intérêt collectif.
- . Réviser et actualiser les Constitutions nationales dans l'optique du III^e millénaire en y incluant de nouveaux articles, textes juridiques, incluant la préférence néocitoyenne sur celle de la gouvernance d'État afin de défendre l'esprit de démocratie.
 - . Renforcer le binôme élu/citoyen dans la gestion locale et territoriale à partir de consultations régulières et/ou missionnées, mais jamais hiérarchiques ou verticalisées.
 - . Contrôle de l'activité de tout élu à mi-mandat avec option de sortie ou de prolongation dudit mandat jusqu'à son terme selon les résultats obtenus en regard du programme initialement voté et/ou des promesses faites.
 - . Révision du rôle conventionnel de l'élu et du parlementaire (motivation, non-rente de situation, statut, durée du mandat...).
 - . Réduction maximale des filtres et du nombre de structures technocratiques entre la manifestation de la volonté du peuple et la gouvernance d'État.
 - . Simplification de toutes les machines à gaz technocratisées dans tous les secteurs de la vie privée, professionnelle, sociale, collective.
 - . Obligation préalable d'un parcours terrain individuel opérationnel réussi dans le secteur privé (et non seulement fonctionnel, académisé, diplômé, pistonné, militant), pour tout élu et cadre décisionnaire de la fonction publique.
 - . Faire du vote citoyen le carré décisionnel parfait en matière de démocratie avancée en tenant compte légalement et à égalité d'importance de l'ensemble des Oui, Non, Votes blancs et Abstentions manifestés volontairement et non manifestés volontairement, en adaptant la mathématique des systèmes de comptage conventionnels.
 - . Intégration à mi-mandat d'un vote de confiance par les populations et les citoyens concernés pour tout élu devant conduire un programme politique national, territorial, local.
 - . Implication du citoyen à la source des idées, des demandes et des projets de réforme, en organisant des plates-formes numériques et informatiques dédiées.
 - . Toilettage et nettoyage systématique des pratiques obsolètes et inutiles au sein des 34 grands types épiphénomènes sociétaux (Hastags #15) par le biais de commissions spécialisées, de comités de réflexion et d'assemblées citoyennes, tous indépendants du pouvoir en place avec pour mission de rechercher à chaque fois le pratique, le meilleur, l'utile et le plus positif pour le citoyen.
 - . Possibilité de choix optionnel dans le statut du citoyen avec une réversibilité possible (citoyen indépendantiste, national, du monde), ainsi de l'usage préférentiel dans les affaires juridiques entre des alternatives de droit applicable et/ou le plus favorable (local, national, fédératif, universel ou international).
 - . Plafonnement généralisé du taux maximal des taxes directes et indirectes grevant les produits et services du quotidien (ex. 15% au total).
 - . Plafonnement de l'évolution inflationniste des dépenses contraintes (habitation, transport, électricité, énergie, eau, assurances...) dans une fourchette raisonnable (ex. 1% à 5%/an).
 - . Régulation raisonnable des prix HT concernant aussi bien la production, les matières premières que le pouvoir d'achat du consommateur final, avec des marges réelles encadrées, des prix de revient transparents, ainsi qu'un nombre d'intermédiaires réduit.
 - . Étalonnage du salaire minimum net au sein de chaque entreprise en

fonction d'un écart fixe (ex. 10) entre le salaire le plus bas (employé) et le plus haut (dirigeant) impliquant également une limite dans le revenu global (dividendes, jetons de présence, avantages en nature, actions, privilèges...) plafonnée à 25 fois le salaire minimum (associé, investisseur...).

- . Total libre arbitre pour le citoyen de choisir par lui-même les conditions de répartition et d'allocation de ses propres revenus en faveur des autres et/ou d'actions spécifiques (ONG, association, objectifs humanitaires, projets utilitaires, événements culturels...) sans aucune pénalisation fiscale.
- . Définition à la base d'un revenu citoyen de référence (ex. : SMIC, revenu universel...) de portée nationale, évolutif en fonction de l'inflation réelle, valable pour tous et identique pour tous sans condition de diplôme, de statut, d'âge ou de durée de travail, qui soit adapté en fonction de chaque étape saillante de la vie (jeune, étudiant ou en apprentissage, actif, retraité, handicapé...) à partir de coefficients multiplicateurs fixes, lisibles et compréhensibles par tous, non variables sans l'accord d'une majorité citoyenne (et non parlementaire).

La 4^{ème} étape pour faire avancer les choses, bousculer les habitudes, permettre que s'engagent les ruptures nécessaires, est que le citoyen s'accorde la possibilité de résister de manière discernée et pacifique, mais aussi avec fermeté et détermination dans la durée (selon le principe de réciprocité), en engageant si nécessaire différents types d'actions légitimes en contestation, indignation, revendication, black-out factuel et ponctuel dans les rôles imposés en matière de citoyenneté :

- . Négociation, discussion, recherche de solution personnalisée dans la défense légitime de son cas, la résolution d'un problème.
- . Application réflexe du principe de réciprocité en refusant le caractère unilatéral des actions engagées, des décisions prises.
- . Manifestation publique, de rue, attroupement, sitting, marche symbolique.
- . Grève partielle, sectorielle, tournante, générale, blocage de site.
- . Désobéissance civile sans manifestation de violence.
- . Évènement public mobilisateur, opération médiatique originale, campagne de communication, d'affichage, opération festive...
- . Utiliser en masse le Non, le vote blanc, l'abstention volontaire.
- . Boycott de produits, de marque, d'enseigne, de procédures, non respectueuses du citoyen ou de l'environnement.
- . Refus d'acheter, de commercer avec telle entité jugée indigne, d'utiliser tel média jugé collaborant, pratiquer la zéro consommation x,y ou z.
- . Zapping des médias complices, zéro achat chez les annonceurs complices de tels médias ou d'une communication trompeuse.
- . Dissidence ouverte par lettre ouverte, campagne de signatures ou d'adhésion, murs de la honte...
- . Communication réseautique, transversale, en dehors des médias jugés complices ou trop systémisés.
- . Désabonnement, désinscription, renvoi de carte de membre, refus de régler les cotisations, de participer...
- . Débat public, contradictoire, participatif (en dehors des médias complices) donnant majoritairement la parole aux anonymes, aux citoyens de base, aux acteurs de terrain, selon des thématiques précises et bien préparées.
- . Votes directs, réguliers, sur mille et une thématiques, sous forme de portails d'opinions en temps réel accessibles à tous, d'e-Tribune proposant des décisions à prendre, des solutions concrètes, des mesures à appliquer.
- . Développement d'organisations solidaires entre citoyens qui soient auto-

financées, fonctionnant à l'énergie humaine, à l'intelligence collective, à la contribution matérielle directe, et non par les subventions provenant des systèmes en place.

- . Délégitimisation et/ou décrédibilisation publique des dirigeants, influents, responsables politiques, médiatiques, technocratiques, agissant objectivement contre l'avis et/ou les intérêts du plus grand nombre.
- . Édition de listes ciblées et documentées d'affaires affectant les entités, les individus corrompus, délinquants, décisionnaires impliqués, élus concernés.
- . Évitement et marginalisation ferme de tout groupe parasite, violent, dominant, de toute minorité agissante voulant imposer de force ses règles et visions à l'ensemble d'une population donnée.
- . Judiciarisation par des actions de groupe, des recours collectifs devant toutes les juridictions compétentes, face à l'insolence du pouvoir, aux diktats, pressions des multinationales, grands groupes, grandes fortunes.
- . Ciblage précis des collaborateurs, servants du système et agents zélés,
- . Placer en priorité sa survie personnelle, familiale, professionnelle.
- . Refus de payer, se déplacer, participer, se présenter
- . Utiliser d'autres filières pour s'approvisionner que celles placées sous tutelle d'État ou de groupes dominants
- . Expatriation temporaire massive de matière grise, de citoyens diplômés, d'outils de production, de ressources financières...

En résumé, le vrai citoyen doit être aussi fort mentalement, voire encore plus déterminé dans ses actes et comportements, que le système peut l'être avec les moyens dont il dispose. Le citoyen adulte (néocitoyen) ne doit pas subir contre son gré parce que c'est comme ça depuis toujours, mais affirmer avec conviction, courage, la tête haute, ses droits et attentes légitimes. Le temps de la soumission de masse organisée à grande échelle doit se transformer en proactivité saine, positive et bienveillante à l'échelle de chacun comme face aux objectifs poursuivis. Il est évident que le passage évolutif entre le citoyen systémisé et le néocitoyen moderne est un combat permanent à mener en soi et avec les autres. Il faut donc s'attendre à ce que les positions et initiatives prises par les néocitoyens, ainsi que par tous ceux et celles faisant prévaloir la légitimité de la néocitoyenneté, soient fortement critiquées par le personnel politique conservateur, fassent l'objet de controverses dans les médias, soient dévalorisées par les spécialistes et experts en tout genre, réprimées par les acteurs complices du pouvoir en place ou encore plombées par un silence public pesant. Ce qui est sûr et certain, c'est que plus la critique, le dénigrement, l'inertie, le rejet, le mépris, sont prompts à pointer d'un doigt menaçant en ne voulant pas s'engager dans de nouvelles avancées citoyennes, plus on perd du temps sociétal en repoussant le présent dans un futur improbable, voire préjudiciable pour les générations à venir. C'est aussi le signal fort que l'adversité conformiste et conservatrice dans le politiquement correct est toujours plus faible, frileuse, raisonneuse à se défendre, que le courage affirmé à s'exposer et s'opposer dans la difficulté, le risque, l'inconnu, l'imprévu. C'est surtout l'évidence que le néocitoyen a forcément raison sur le fond et pour le futur, même si la médiocrité du présent le prive d'avoir raison !

Hub Societhon

Vous avez 5 possibilités pour participer à l'Esprit du Societhon

1. Diffusion du Hastag : N'hésitez pas à diffuser cet Hastag auprès de vos proches et d'en discuter ensemble. Téléchargement gratuit sur www.bookiner.com

2. Devenir co-auteur(e) : Vous avez déjà publié, écrit, communiqué sur un sujet s'appliquant au fonctionnement sociétal, citoyen et/ou démocratique et vous souhaitez apporter gratuitement votre contribution à cet Hastag. Rien de plus simple, après réception et bonne conformité de votre texte avec l'Esprit du Societhon, nous l'incluons gratuitement sous forme de fichier PDF ou à partir d'un lien permettant l'accès à votre site ou blog. Le transfert s'effectuera directement à partir d'un mot choisi par vous-même au sein de cet Hastag sur lequel il suffira de cliquer. Nous le soulignerons et le signalerons au lecteur afin qu'il puisse ainsi consulter votre contribution à tout moment.

3. Apporter des solutions : Vous avez déjà testé des applications de démocratie ou de citoyenneté avancée ou vous souhaitez proposer des solutions ou réponses concrètes dans l'esprit du Societhon. Nous établirons gratuitement dans cet Hastag et sur notre site un lien direct avec vous, votre association ou votre groupement de citoyens. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

4. Traduire et diffuser les contenus à l'international ou dans un pays précis en devenant partenaire, coéditeur, diffuseur. Que vous soyez étudiant(e) dans une langue étrangère, traducteur indépendant, éditeur, galerie d'art, fondation, association ou société intéressée par la diffusion du livre « l'Esprit du Societhon », les autres livres et contenus monthomiens ou encore par les œuvres autoristes, les tableaux, les microtoiles réalisées pour chaque Hastag, n'hésitez pas à prendre contact avec nous de manière confidentielle. Courriel direct avec l'auteur : monthome@bookiner.com

5. Manifester votre adhésion forte à l'Esprit du Societhon en faisant l'acquisition de cette microtoile (ou des autres) au format 120x90cm signée de la main de Monthome avec la mention de votre nom, prénom et date d'achat au verso. Vous disposez parallèlement d'un droit de reproduction numérique pour tout usage non commercial, ainsi que la mention définitive de votre nom et prénom (en tant que mécène) dans tout Hastag concerné. En tant qu'acteur ou actrice engagé(e) du « Livre du Siècle », vous pouvez ainsi laisser une trace durable dans l'histoire en rendant fières les générations familiales à venir. Voir offre sur www.societhon.com